

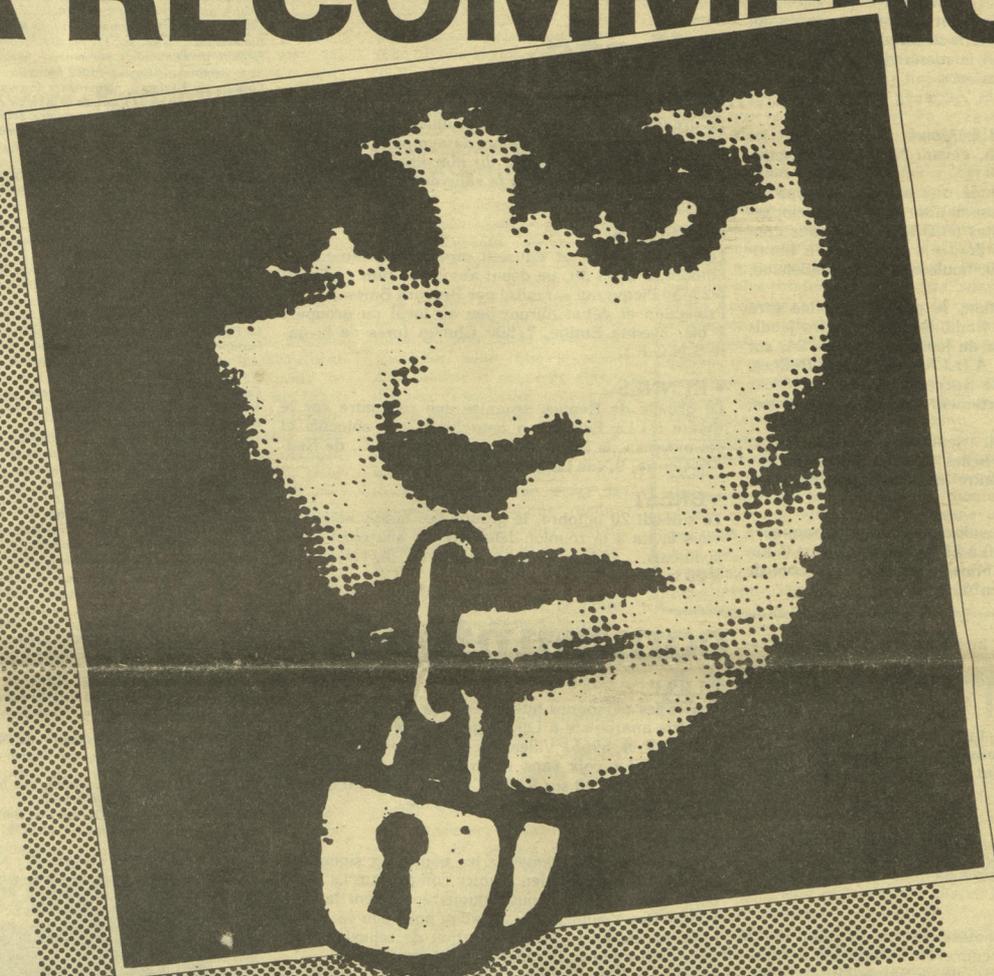
le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°545 JEUDI 18 NOVEMBRE 1984 8,00 F

ÇA RECOMMENCE !



RADIO LIBERTAIRE MENACÉE

PRISONS

Fruits dun système qui érige l'inégalité économique et sociale en dogme.

PAGE 6

RELIGION

L'Eglise catholique à la conquête d'un nouveau marché d'âmes.

PAGE 7

AUSTÉRITÉ

La gauche française, la plus bête du monde, s'enfonçe dans la gestion d'une économie capitaliste.

PAGE 12

Fop. 2520

communiqués

• PARIS

Le groupe des Hooligans internationaux vient de se constituer sur Paris et se propose d'intervenir dans les champs de l'art. Pour tout contact, écrire aux relations Intérieures qui transmettront.

• RAMBOUILLET

Le groupe Emile-Pouget tient une vente du *Monde libertaire* et une table de presse tous les dimanches matin au marché des Ulis.

• PARIS

Le groupe Eugène-Varlin tient ses permanences au cours de ses ventes du M.L. le vendredi de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

• NICE

Le groupe de Nice vend le *Monde libertaire* tous les samedis, de 14 h à 16 h, devant Nice-Etoile, avenue Jean-Médecin à Nice.

Le groupe de Nice a fondé une association type loi 1901, qui s'appelle : Association pour le développement des idées anarchistes (A.D.I.A.). Pour tous contacts et renseignements, écrire à A.D.I.A. c/o librairie Le temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06100 Nice.

A travers cette association, le groupe de Nice sera présent sur les ondes de Radio-Réflexe tous les jeudis de 20 h à 21 h, à partir du jeudi 11 octobre 84, sur 94,10 MHz. Contact : A.D.I.A. c/o Radio-Réflexe, B.P. 75, 06322 Cannes-la-Bocca cedex. Radio-Réflexe diffuse sur tout le département des Alpes-Maritimes, sauf le Comté de Nice.

Programme de l'A.D.I.A. : jeudi 18 octobre, « Objection, mode d'emploi », fiches de lecture, annonces ; jeudi 23 octobre, Rencontre internationale Venise-84.

• ROCHEFORT

Le groupe Michel-Bakounine tient une permanence tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30 à Rochefort (Charentes-Maritimes), à la Maison des syndicats, rue de la Touche-Treville, salle n°3, 2^e étage.

• TARN

La liaison F.A. du Tarn invite les anarchistes intéressés à prendre contact avec elle. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• PERPIGNAN

Le groupe Puig-Antich tient une permanence le 1^{er} dimanche de chaque mois au Marché aux Puces (table de presse). Pour tout contact : B.P. 233, 64002 Perpignan cedex.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel tient ses permanences tous les vendredis de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise tiendra un stand les 20 et 21 octobre, dans le cadre du Forum des associations, au Parc des expositions de Sainte-Musse à Toulon. De plus, le groupe assure une émission intitulée : « Encre noire », chaque dimanche, de 21 h à 23 h sur Radio-Pais, 91,5 MHz (Toulon et région).

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :

le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

débats

• RAMBOUILLET

Le groupe Emile-Pouget (Rambouillet, Vallée de Chevreuse) organise une réunion de sympathisants pour l'organisation du « Festival du film libertaire », le 24 octobre 1984, à 20 h 30, à la salle de l'Orangerie, Gif-sur-Yvette (R.E.R. ligne B).

• CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti organise le samedi 27 octobre, à 20 h 30, un débat autour du film : « Ecoutez May Picqueray », réalisé par Bernard Baisat. Projection et débat auront lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• RENNES

Le groupe de Rennes organise une rencontre sur le thème : « La Fédération anarchiste, ses objectifs et ses moyens », le mardi 30 octobre, à la M.J.C. de Rennes-Centre, 9, rue La Paillette, à 20 h 30.

• BREST

Le samedi 20 octobre, le groupe Les temps nouveaux vous invite à la réunion-débat : « Les anarchistes, les syndicats... et la crise ! » à la M.P.T. de l'Harteloire à 20 h 30.

communiqués

• LILLE

Toutes les personnes intéressées par l'ouverture d'une librairie anarchiste à Lille peuvent nous contacter à : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex. Ecoutez « La voix sans maître », tous les vendredis de 21 h à 22 h 30 sur Radio-Campus (99,6 MHz) avec la participation du groupe F.A. de Lille.

• NICE

Le groupe de Nice remercie les nombreux signataires de la pétition de soutien à notre compagnon Le Guen, objecteur-insoumis. Nous saluons également la Libre Pensée des Yvelines, l'Association pour une sociologie humaine de Fresnes, l'Association de réflexion libertaire de Bordeaux, la revue *Volonté anarchiste*. Puisque la lutte continue, n'hésitez pas à expédier votre soutien à notre nouvelle adresse : A.D.I.A., c/o librairie Le temps de vivre, 50, boulevard Madeleine, 06000 Nice, ou à passer à la librairie du Monde libertaire pour signer la pétition soutenant l'acte antimilitariste de Roger Le Guen.

sommaire

PAGE 2 : Information des groupes — PAGE 3 : Editorial, Radio-Libertaire, Amis lecteurs — PAGE 4 : Renault, Creusot-Loire, En Bref — PAGE 5 : Suicide à l'armée, Le fasciste du IX^e, Extradition toujours, Division des travailleurs — PAGE 6 : Agitation dans les prisons, Réflexion sur l'enfermement — PAGE 7 : La théologie de la libération — PAGE 8 : Grèce aujourd'hui, Thatcher s'en sort bien, Mini sommet africain — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Théâtre, L'Invité quotidien, B.D. — PAGE 12 : Grève dans la fonction publique, Le capitalisme et les immigrés, Il y a dix ans.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Treville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe « Louise-Michel » : permanences tous les vendredis, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poiliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makho » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Christien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Rennes : permanences chaque dernier mardi du mois à la M.J.C. Rennes-Centre, 9, rue La Paillette, de 20 h à 21 h ; et tous les samedis, de 14 h à 19 h, au Centre de propagande et de culture libertaire, 17, rue Victor-Hugo.

Groupe « Louis Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Groupe « Marie-Louise-Berneri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

Groupe de Lyon : permanences tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue E. Blanc, Lyon.

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

Groupe « Emile-Pouget » (Rambouillet-Vallée de Chevreuse) : permanences tous les dimanches matin au marché des Ulis.

éditions

• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »

Les groupes de Béziers et de Perpignan viennent de faire paraître le n°14 d'*Infos et analyses libertaires*. Au sommaire : Dossier lutte Bella, P.C. : en route vers les 5%, Poubelle nucléaire à Lodève, Formation professionnelle, Antimilitarisme, Béziers : la mairie coupe les vivres aux associations, Espagne 37, etc.

On peut s'abonner : 5 numéros, 25 F et 50 F (en soutien) plus 15 F de frais d'envoi. Chèques à l'ordre de C.E.S. et à envoyer à B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

• AGENDA

Le premier agenda du *Monde libertaire* va paraître courant octobre.

Vous y trouverez :

des adresses utiles, des repères historiques ;

des conseils bibliographiques ;

des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Il sera en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Mais commandez-le dès maintenant au prix de 40 F.

Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant votre règlement à l'ordre de Publico.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement
(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

OÙ EN EST RADIO-LIBERTAIRE

Le 13 septembre dernier, ici même, le secrétariat de Radio-Libertaire vous donnait connaissance de la situation confuse dans laquelle se maintient notre station, après plus de trois années d'existence, confusion soigneusement entretenue par cet organisme qui a paraît-il pour tâche de résoudre, entre autres, le problème de la bande F.M. à Paris, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Un mois plus tard, cette situation demeure inchangée, à ceci près que les menaces quelque peu voilées d'alors se font désormais plus précises, en même temps que plus pressantes. Si les nouvelles injonctions et le langage de gendarme tenus à notre égard, ces temps derniers, par Mme Cotta ou ses représentants confirment que l'équipe qu'elle préside a davantage d'autorité que de compétence — confirmation par ailleurs bien inutile —, ils indiquent également que les prétendues négociations menées au cours du mois d'août dernier (voir reproduction de documents officiels dans le M.L. n°540) n'étaient qu'une misérable manœuvre supplémentaire pour que Radio-Libertaire cesse d'émettre sur sa fréquence de 89,5 MHz, sans contrepartie.

De notre côté, les efforts pour tenter de résoudre définitivement le problème ont été constants et toujours traités par le mépris en haut lieu. Voyons les principaux, qui portent sur les questions de regroupement et de fréquence attribuée.

Après le refus des autorités de considérer la Voix sans maître comme le regroupement effectif de quatre stations (Radio-Libertaire Paris, Radio-Esperanto,

Radio-Liberté et Radio-Libertaria), et malgré le fait qu'un certain nombre d'autres radios émettent sans avoir jamais opéré le moindre « mariage » et n'avaient jamais subi la moindre menace, nous avons accepté de nous joindre à une autre radio. Ce fut le cas, l'an dernier, de Radio-Montmartre, avec qui fut signé un protocole d'accord, dénoncé peu de temps après par cette dernière, ce qui ne l'empêcha nullement de couler, depuis, des jours paisibles. C'est encore le cas aujourd'hui de Radio-Pays, partenaire plus sympathique et semble-t-il plus respectueux de sa parole, avec qui un partage de fréquence a été conclu et qui prendra effet dès le 29 octobre. Cette volonté de partage ne peut donc être mise en doute.

Après la parution au *Journal officiel* du plan de fréquences sur Paris, Radio-Libertaire se voyait tenue d'émettre sur 103,9 MHz, en compagnie de Radio-Montmartre. Inutilisable dans un premier temps, car occupée par une troisième station, cette fréquence se voyait bientôt prise d'assaut par Radio-Montmartre qui, dans le même temps, reniant sa signature, faisait savoir publiquement sa ferme intention de ne pas accepter le regroupement avec Radio-Libertaire. Voilà les raisons qui ont motivé notre maintien sur la fréquence que nous occupions jusqu'alors : 89,5 MHz. Une volonté bornée de nous maintenir sur cette fréquence — volonté qui pourrait être, pour de multiples raisons, fort légitime par ailleurs —, ne peut en aucun cas nous être reprochée, les faits et documents signés par nous démontrant aisément le contraire.

Rien n'y a fait. Radio-Libertaire, regroupée et prête à occuper une fréquence autre que celle qu'elle occupe depuis sa création, continue de subir les multiples tracasseries de la Haute Autorité quand, rappelons-le, certaines stations, non regroupées ou ayant refusé tout partenaire (Radio-Montmartre, N.R.J., 95,2, la Voix du lézard, Fréquence libre, Canal 89, Digitale, etc.), s'étant même parfois offert le luxe de refuser tout changement de fréquence (Radio-Solidarité), connaissent une paix royale. Les exemples scandaleux de facilités, de largesses offertes aux nombreux requins, petits et grands, de la bande F.M., de combines et magouilles abjectes, ont pullulé tout au long de ces trois dernières années dans l'histoire des radios libres ou prétendues telles. Aujourd'hui, alors que le scandale persiste et risque de s'étendre avec l'installation prévue des radios périphériques sur la bande F.M., la menace de répression pèse encore sur une radio, Radio-Libertaire, qui a demandé et désormais exige la garantie écrite d'une reconnaissance de son actuel regroupement avec Radio-Pays et l'attribution d'une fréquence réellement utilisable.

La lutte qui a été la nôtre pour que vive Radio-Libertaire, l'interminable succession de coups bas, de retournements de vestes et de situations, de promesses non tenues, de chantages et de menaces inadmissibles, commandant que des engagements clairs et précis soient pris par la Haute Autorité quant à l'avenir de notre station. En aucun cas nous ne nous satisferons de vagues engagements, de phrases vides de sens qui ont abusé bien des gogos et qui masquent bien mal les véritables intentions des autorités à notre égard, telles que : « La Haute Autorité s'efforcera, pour sa part, de trouver des solutions adaptées à ce nouveau contexte dans lequel elle souhaite que Radio-Libertaire puisse trouver sa place » (document officiel du 8 août, signé par Michèle Cotta). Au terme de trois années d'existence, voilà ce dont devrait se satisfaire la cinquième radio, en audience, du Bassin parisien. Est-il possible d'aller plus avant dans le cynisme et le mépris ?

La volonté d'étouffer la voix de la Fédération anarchiste sur Paris, illustrée au mois d'août 1983 par la saisie de Radio-Libertaire, n'a pas disparue. C'est la raison pour laquelle une campagne d'information et de protestation contre les pouvoirs publics, offensive et devant s'étendre au-delà de la seule région parisienne, vient de commencer. Lecteurs du *Monde libertaire*, auditeurs de Radio-Libertaire, restez attentifs et soyez prêts à répondre à nos appels, car votre soutien nous sera encore une fois indispensable. Une nouvelle bataille s'engage, que tous ensemble nous devons gagner.

RADIO-LIBERTAIRE
NE SE TAIRA PAS !

Le secrétariat de R.-L.

ÇA RECOMMENCE !



RADIO LIBERTAIRE BÂILLONNÉE

EXIGEZ L'ATTRIBUTION
DE LA FRÉQUENCE 89,5 MHz
POUR RADIO LIBERTAIRE-RADIO PAYS
EN TÉLÉPHONANT
À LA HAUTE AUTORITÉ : 501.58.88,
À T.D.F. : 657.11.15.

RADIO-LIBERTAIRE · 89,5 MHz · 145, RUE AMELOT · 75011 PARIS
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Affiche (96x65) disponible à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires, 5 F l'unité. Pour soutenir l'action de Radio-Libertaire, téléphonez massivement à la Haute Autorité (501.58.88) et à T.D.F. (657.11.15).

Editorial

« TROIS millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés de trop ! La France et les Français d'abord ! », ce slogan, rénové, du Front national, a enfin trouvé un écho sérieux : le gouvernement socialiste en a fait son mot d'ordre !

Le Conseil des ministres a adopté une série de mesures anti-immigrés qui ont dû faire bondir de joie le gros Jean-Marie Le Pen. Flicage renforcé aux frontières, quasi interdiction pour les travailleurs immigrés de vivre avec leurs familles, utilisation des moyens informatisés pour fichier les « irréguliers », expulsions systématiques et sans appel des « clandestins », peines sévères pour les entreprises employant des immigrés en situation irrégulière, etc.

L'état se resserre sur une importante partie du prolétariat, et ceci dans l'indifférence générale. Hypocrite, la C.F.D.T. estime que le gouvernement n'a « jamais cédé aux passions xénophobes »... le C.N.P.F., quant à lui, se félicite de ce nouveau train de mesures.

En fait, l'Etat socialiste n'a fait qu'appliquer au niveau national ce qui se pratiquait déjà au niveau municipal. Les travailleurs immigrés sont là pour travailler, pas pour vivre... ils ont le droit de survivre, uniquement, pour continuer à être exploitables par le patronat. C'est déjà bien qu'on n'expulse pas les malades, les accidentés du travail et les vieillards qui ne sont plus productifs ! Souvenirs, souvenirs...

En accentuant toujours plus le contrôle sur la population immigrée, en divisant travailleurs immigrés « réguliers » et « clandestins », en lâchant ses flics aux trousses des « contrevenants », en niant le droit des familles à vivre ensemble, l'Etat socialiste reprend à son compte les « idées » du Front national sur l'immigration... Mitterrand semble s'être habitué à être applaudi par Le Pen et ses sbires.

Travailleurs français, ne tombez pas dans le piège ! La classe ouvrière est une et indivisible ! Votre camarade d'atelier algérien, votre voisin de palier marocain, le balayeur malien qui nettoie votre rue sont dans la même galère que vous, exploités comme vous, écrasés comme vous ! Mais les droits que vous avez acquis par la lutte, et qui sont pourtant si peu de chose, eux n'en bénéficient même pas ! En acceptant l'inacceptable, vous vous rendez complices de votre seul et unique ennemi : le capitalisme ! Ne vous trompez plus de cible !

AMIS LECTEURS

« Le *Monde libertaire* est à la disposition des hommes qui veulent demeurer libres », dit Maurice Joyeux. Face aux journaux commerçants — ces torchons —, qui, quand ils ne nous ignorent pas, caricaturent ou salissent nos idées, le *Monde libertaire* est la seule lecture qui, chaque semaine, met en lumière l'analyse sur l'actualité des anarchistes.

Le *Monde libertaire* est un outil primordial dans ce combat que nous menons contre cette société inégalitaire et liberticide. Cependant, votre journal a vu augmenter durant cet été les tarifs de nombre de ses fournisseurs : papier et P.T.T., notamment.

C'est pourquoi, une fois de plus, nous faisons appel à votre soutien. Faites connaître votre journal à vos amis, à vos collègues de travail, à tous ceux qui vous entourent. Abonnez-vous, faites abonner vos amis : c'est le soutien le plus efficace à sa bonne santé financière.

Fraternellement,

Les administrateurs

• SOUSCRIPTIONS :

TURREL Guy 15 F, DELAYGES Philippe 50 F, FESSART Rémi 50 F, LOUVAIS Pierre 50 F, GUILLEMAU Etienne 50 F, LOUVEL Jean-Claude 50 F, DALMENECHS Yvonne 50 F, FOURREAU Gilles 50 F, Dominique 31 F, BORDONADA Mariano 50 F, BARTELETTI Daniel 50 F, LOUVAT Paul 15 F, FARCY Lucien 15 F, BAUDET Georges 50 F, MAUGARD Pierre-Yves 50 F, GILLET Alain 100 F, Publico 599 F.

• PRÉLEVEMENTS AUTOMATIQUES :

Groupe Bakounine 100 F, Groupe de Bobigny 300 F, ATZORI Patricia 50 F, BOLUDA Jean-Luc 100 F, BOUEY Pierre 80 F, DELORME Jacky 50 F, Groupe Sacco-Vanzetti 250 F, BOITELLE B. 25 F, CHEVTCHENKO M. 50 F, Ind. Begard 10 F, COSTES Daniel 50 F, ESCOUBET Gérard 50 F, EXERTIER Philippe 80 F, FEHR Didier 50 F, FERNANDEZ Luc 50 F, Groupe de Béziers 50 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe de Rouen 50 F, LANSAC J. 54 F, O. LE TROUHER 50 F, Liaison Anizy 100 F, MILLOT Guy 20 F, BEAUFILS E. 25 F, Groupe Varlin 100 F, PARIS Gérard 100 F, PIVERT Gérard 25 F, REMOND Jacques 100 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Fresnes 150 F, Liaison Blois 200 F, MIGNIOT Vincent 150 F, Groupe du Marais 50 F, MAY Françoise 50 F, MOULIE Gisèle 30 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, Groupe d'Aubenas 200 F, PEIRAT Y. 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, Groupe Louise-Michel 150 F, BERAUD J.-P. 100 F, CAILLOT Jean 50 F, SELLIN Pascal 20 F, CELERIER Colette 100 F, CORDELET Didier 30 F, RICHERD J.-C. 100 F.

• Total des souscriptions (juillet-août) : 1 325 F.

• Virements automatiques mensuels (juillet-août) : 7 998 F.

• Total général (juillet-août) : 9 323 F.

RENAULT SUPER-HANON CONTRE SUPER-KRASU

LA France ne s'est pas enrhumée, mais Renault n'avait pas été bien fort ! Ce que les médias présentent comme la « forteresse ouvrière » est de plus en plus une entreprise où aucune organisation ne contrôle réellement les travailleurs. Ce n'est que dans les salons (de l'Auto) où l'on cause qu'on a résumé les derniers conflits à des grandes manœuvres de la C.G.T. contre la Régie et le gouvernement socialiste.

A Renault, aujourd'hui, la classe ouvrière est éclatée, chacun réagissant plus en fonction de l'âge, la qualification, la nationalité, l'établissement que des intérêts de classe. La direction, elle, continue tranquillement ses tentatives d'intégration du personnel par de multiples commissions consultatives avec les syndicats, par les cercles de qualité... Ce qui vient de se passer n'a guère fait évoluer cette situation, malgré les graves menaces sur l'emploi.

Le conflit a démarré suite à deux décisions de la direction : obligation de prendre la 5^e semaine de congés payés entre Noël et le Jour de l'An ; forte diminution de la prime trimestrielle. Aussitôt, dans deux secteurs de l'usine du Mans, la réaction a été très vive, en particulier parmi les jeunes ouvriers, embauchés depuis peu de temps (alors que la majorité des travailleurs du Mans ont beaucoup d'ancienneté) et « bénéficiaire » de la politique récente de la Régie ralentissant les changements de catégorie. Parmi ceux-ci, des militants C.G.T. et P.C. qui ont dès le départ

accompagné (et canalisé) le mouvement.

Sur l'ensemble de l'établissement, il y avait un soutien important, même si la combativité n'était pas aussi élevée. La direction ne s'y est pas trompée et a préféré régler le conflit par un compromis au bout de deux jours : relèvement de la prime trimestrielle ; possibilité d'utiliser le repos compensateur, les jours d'ancienneté... la dernière semaine de l'année.

La direction aux commandes

Ce qui s'est passé à ce moment est révélateur de la stratégie des « acteurs sociaux » en ce XX^e siècle sur son déclin.

En effet, la direction connaissait l'inquiétude qui se développait parmi le personnel de la Régie suite à l'annonce, cet été, de 15 000 « sureffectifs » et aux indiscrétions autour du rapport Dalle (non encore publié par le gouvernement, les virgules et formules pour ne pas trop effrayer les foules n'étant pas encore au point) prévoyant près de 70 000 suppressions d'emplois dans le secteur automobile. Et pourtant, elle va annoncer deux décisions qui peuvent paraître surprenantes : l'accord s'applique à l'établissement du Mans uniquement ; il n'y aura pas de licenciements... au Mans.

C'est pourtant ces bases, véritable provocation vis-à-vis des autres travailleurs de Renault, que les organisations syndicales et les travailleurs du Mans acceptèrent. Il était alors évident qu'aucun syndicat ne voulait — et sans doute ne pouvait — engager réellement la lutte sur

l'ensemble de l'entreprise et éventuellement sur tout le secteur automobile. En fait, la partie était contrôlée par la direction.

Si dans de nombreux établissements, il y eut des réactions immédiates aux déclarations patronales, les travailleurs qui souhaitaient réellement en découdre étaient partout minoritaires. L'aspect spectaculaire des portes d'entrée soudées ou des cars amenant les travailleurs stoppés à Douai a masqué la réalité que ressentait la majorité : absence de perspectives, divisions...

Ainsi, par exemple, à Flins, si beaucoup de travailleurs français — pourtant en retrait d'habitude — désiraient participer à l'action, les travailleurs immigrés, majoritaires, s'y refusaient. « Matraqués » par les médias et beaucoup de travailleurs français, à chaque conflit de l'automobile, ils ne souhaitaient pas affronter les accusations de « saboteurs de la Super 5 » (fabriquée à Flins) que la presse et les « super-beauf » et autres « du pont » n'auraient pas manqué de cracher à leur égard.

La direction eut donc tout loisir de tester, et purger, les révoltes des travailleurs les plus combattifs qui, sous le règne du « néo-libéralisme » triomphant — parfois au sein même des directions syndicales —, ne peuvent rester que très minoritaires.

Des super-conflits en vue ?

La C.G.T., tout en participant à l'action pour tenter de redorer son blason, n'a en fait

rien fait pour engager un conflit d'envergure. Les autres organisations syndicales, y compris F.O., se sont en général associées aux mouvements tout en dénonçant parfois le caractère minoritaire et manipulateur de la C.G.T.

Ainsi, à la C.F.D.T. se sont retrouvés sur ces bases, pour des raisons différentes, les deux courants qui s'y cotoient : le courant, majoritaire à l'inter-C.F.D.T. Renault, qui appuie les positions actuelles de la confédération et de la fédération de la métallurgie (établissements de province surtout) ; le courant oppositional (Flins, Billancourt...) qui ne souhaitait pas s'engager dans un conflit perdu à l'avance.

Le scénario s'est déroulé comme on pouvait s'y attendre : la participation aux actions a décliné peu à peu, la direction et les médias attaquèrent les « méchants » grévistes qui, à quelques jours du Salon de l'Auto, risquaient de couler Renault après avoir coulé Talbot. M. Hanon apaisa toutes ces agitations en étendant (partiellement) les accords du Mans à tout l'établissement et en affirmant que les « sureffectifs » ne seraient pas licenciés... Tout le monde était content.

Et pourtant... les officines de formation sauront-elles transformer un ouvrier en robot, seul « travailleur » assuré de trouver un emploi aujourd'hui ? Les travailleurs immigrés accepteront-ils d'être chômeurs... dans leurs pays alors qu'on a beau les insulter, les contrôler, les menacer, les tuer parfois, ils ne sont que quelques uns à partir dans les conditions actuelles

(surtout Espagnols, Portugais... et 3 Basques) ? Les travailleurs vont-ils passer à la moulINETTE du « modernisme » qui les contraint à accepter des pertes du pouvoir d'achat, des emplois précaires... et à dire merci en plus ?

Ou bien vont-ils s'engager dans une stratégie plus offensive, réclamant par exemple une réduction massive du temps de travail ? Ainsi, les syndicats métallurgiques C.F.D.T. de la région parisienne, des unions métallurgiques de province, la Région parisienne (U.R.P.) tentent d'engager une vaste campagne d'action sur ce thème, engagée à la base à partir de discussions entre militants, adhérents, travailleurs.

Serge

en bref...en bref..

• Les travailleurs de l'A.D.F.I., organisme de formation pour travailleurs immigrés de la région parisienne, ont déclenché mardi 9 octobre une grève portant sur leurs conditions de travail et leurs salaires. Le pouvoir d'achat des salariés de l'A.D.F.I. a diminué de 23% en cinq ans. Ils font partie des enseignants les plus mal payés du secteur de la formation pour adultes. Ils revendiquent la revalorisation de leurs salaires. Pour tout contact : 9, villa Pierre-Gimier, 75018 Paris (tél. : 294.06.90).

• La coordination parisienne Armée-Ecole organise le jeudi 25 octobre 1984, à 20 h, une réunion sur la situation actuelle de l'accord Henu-Savary et de la lutte qui depuis plus de 3 ans est menée contre lui. Cette réunion se déroulera à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro : Alexandre-Dumas). Pour contacter la coordination, écrire au 19, cité Dupont, 75011 Paris.

LES LICENCIEMENTS LUBRIFIÉS NOUVELLE TECHNIQUE DE CREUSOT-LOIRE ?

AVEC le premier plan, celui de Pineau-Valenciennes, ça n'allait pas du tout pour les travailleurs de Creusot-Loire. Et le troisième plan des « repreneurs » — Usinor et Framatome — comment toujours autant de dégâts...

Ils sont formidables ces technocrates ! Après avoir parcouru au galop les vastes ateliers du Creusot, de Chalon, de Saint-Chamond et de Rive-de-Gier, les « experts » de Framatome et Usinor ont abouti, grosso modo, aux mêmes résultats que leurs prédécesseurs, soit environ 2 600 suppression d'emplois. Ce que c'est que la science, tout de même...

1 350 condamnés ?

Aux dernières nouvelles, 1 039 personnes « bénéficieraient », à partir de 50 ans, de la convention sociale de la sidérurgie et on s'attend au départ « volontaire » de 200 travailleurs immigrés. Il resterait 1 350 salariés dont le sort, nous dit-on, « n'est pas réglé ». Charmante litote pour signifier que leur compte est bon.

Presque tous les sites sont touchés : 808 suppressions d'emplois au Creusot, 416 à Chalon-sur-Saône — soit la moitié des effectifs —, 360 à Nantes-Batignolles, 200 suppressions immédiates au siège social de Paris et 321 dans les services généraux du trust, au Creusot.

Dans la Loire, la filiale Pinguely, qui fabrique des grues à L'Horme avec 280 salariés, est définitivement condamnée et 170 emplois disparaîtront à l'Acierie Marrel de Rive-de-Gier où le sort de l'usine est bien compromis. Seule, dans l'ex-empire de Creusot-Loire, la division Mécanique spécialisée de Saint-Chamond est — pour l'instant — préservée. Il faut dire que cet-

te usine d'où sortent les tanks de la Première Guerre mondiale, fabrique du matériel d'armement, et notamment les fameux V.A.B. (Véhicules à l'avant blindé) vendus à tous les dictateurs de la planète. Et, paraît-il, ça rapporte gros !...

La « dernière chance » !

Pour la C.F.D.T., comme pour les élus socialistes, la « solution proposée est celle de la dernière chance ». Elle présenterait même un « aspect positif » puisque le « repreneur » Usinor envisagerait un investissement de 300 millions dans le secteur métallurgique du Creusot. Faut-il rappeler qu'à notre époque les investissements ont toujours pour unique objet de réduire les emplois...

Mais la C.F.D.T. va encore plus loin quand elle écrit que si les propositions d'Usinor et Framatome sont repoussées « c'est le tribunal de commerce qui prononcera la liquidation des biens, c'est-à-dire que tout le monde sera licencié et que les éventuels repreneurs réembaucheront qui ils voudront, avec les classifications, les salaires et les avantages sociaux qu'ils voudront. »

Après cela, il ne reste plus qu'à s'asseoir sagement à la table des négociations.

Antoine Pinay au grenier !...

La C.G.T. use, évidemment, d'un langage plus musclé et elle organise des manifestations condamnées avec vigueur par tous les autres syndicats qui l'accusent de faire du cinéma. A Saint-Chamond, pour assister à la réunion du conseil municipal, plusieurs centaines de travailleurs des établissements les plus mena-

cés ont envahi à deux reprises l'hôtel de ville de Jacques Badet, député-maire socialiste, grand copain de Mitterrand, et président du comité local pour l'emploi.

L'ambiance est tellement brûlante dans le pays que Badet avait fait décrocher et planquer au grenier le portrait de son prestigieux prédécesseur, Antoine Pinay ! La « bille » du vieil homme providentiel de la droite préside habituellement aux délibérations du conseil municipal de gauche. Tout un symbole qui aurait pu déclencher la fureur de la foule...

Il faut dire que la situation risque de devenir explosive dans cette vallée du Gier, qui s'étend entre Rhône et Loire, de Saint-Chamond à Rive-de-Gier, zone sinistrée par la crise où le taux de chômage par rapport à la population active atteint 13,20% (il est de 9,50% au niveau national).

Si les syndicats sont divisés dans leur appréciation sur le plan de reprise et les moyens d'action, ils se retrouvent avec une belle unanimité pour refuser les « licenciements secs »... Cette charmante formule connaît une vogue étonnante ces temps-ci, dans les médias et dans les proclamations syndicales. *Le Monde*, toujours très attentif, observe que la C.G.T. elle-même, bien que sa base soit « très mobilisée », ne dit plus « Non aux suppressions d'emplois », mais : « Nous refusons les licenciements secs »...

Ce qui laisse entendre qu'il existe des licenciements acceptables, parce que bien huilés, enrobés de pomade... ou de vaseline ? Les camarades de Creusot-Loire ont le plus grand intérêt à se montrer vigilants s'il ne veulent pas se faire... avoir par la trinité Pouvoir-Patronat-Syndicat.

Sébastien Basson

DÉFENSE DE MOURIR A L'ARMÉE

CES derniers temps, on a beaucoup bavardé sur la question délicate du suicide. Des colloques, des débats ont été organisés ; des associations posent le problème du « droit de chacun de mourir dans la dignité » ; des intellectuels prennent position avec fracas dans la presse...

Eric Latrelle a 21 ans ! Il a tenté de mettre fin à ses jours. Bon ! Jusque là, son cas est tristement banal. Seulement, Eric a fait cette tentative en avalant des médicaments alors qu'il se trouvait « sous les drapeaux », comme on dit pudiquement. Allergique à l'idée de vivre un an dans une caserne, refusant d'être ravalé au rang de simple numéro, au milieu d'autres numéros, il a préféré essayer de se « foutre en l'air » plutôt que d'endosser l'uniforme kaki.

Or, lorsqu'on franchit la porte de la caserne, on laisse tout dehors. Si c'est le droit absolu de chaque individu de décider d'en finir avec la vie dans le civil, à l'armée il en va tout autrement : les tentatives de suicide, ça coûte cher ! Eric s'est retrouvé devant un tribunal qui, dans la juste lignée des ex T.P.F.A. (Tribunaux permanents des forces armées), l'a condamné à 10 ans de privation de droits civiques et à 10 000 F d'amende. Pour les militaires, une tentative de suicide n'est qu'une « mutilation volontaire en vue d'échapper aux obligations militaires ». Habituellement, les candidats au suicide, dans l'armée, sont condamnés à des peines de 1 à 5 ans de prison ferme, plus la privation de droits civiques pendant 10 ans. Eric a vraiment eu de la chance, hein !

Evidemment, il y a des solutions plus radicales pour échapper à l'école de la veulerie et du crime... l'insoumission ou l'objection de conscience par exemple. Le fait que des jeunes mecs de 20 ans essaient de mourir plutôt que d'être broyés par la machine militaire et que la seule réponse à leur geste soit la répression doit nous renforcer toujours plus dans notre haine de l'armée et dans notre combat pour sa destruction totale !

Gil

DANGER POLLUTION !

LE 3 octobre dernier, alors que les médias étaient focalisés sur un nouveau gadget politicien : la cohabitation ; Gabriel Kaspereit, député-maire de l IX^e arrondissement de Paris, débitait, en toute sérénité un discours violemment anti-immigrés à la tribune de l'Assemblée nationale. En accusant Akka Ghazi de saboter délibérément un pan entier de notre industrie et en comparant avec dégoût les frontières françaises à une passoire, ce membre du R.P.R., ancien ministre, emboîtait résolument le pas (de l'oie) à Jean-Marie Le Pen et au Front national.

Ce genre de délire, on peut le retrouver développé dans *IX^e Dernière*, le bulletin mensuel de Kaspereit et de ses conseillers. Ainsi, le numéro de septembre contient-il un dossier de dix pages, au titre révélateur : « 1981-1984 : Trois années révolutionnaires ou les 30 dossiers noirs de la France socialiste ».

En dénonçant frénétiquement, sous la forme de ces trente points, la politique du gouvernement, Kaspereit nous révèle toute son idéologie. L'essentiel des thèmes traditionnels de l'extrême droite est exposé froidement. Le député-maire se fait le chantre des valeurs morales ancestrales. A propos d'éducation, il soutient fanatiquement l'école « libre », en s'opposant à l'égalitarisme scolaire et en exigeant que l'on inculque l'esprit national aux enfants. Il se déchaîne contre ce qu'il

appelle la « collusion entre le gouvernement et les syndicats révolutionnaires » (!).

Mais l'hystérie atteint son paroxysme lorsqu'il aborde son thème favori : l'immigration, bien sûr. Au sujet de la forte présence étrangère dans les syndicats de l'automobile, il affirme sans embages qu'« Il est plus facile d'embrigader des émigrés incultes que des informaticiens ». Au passage, il falsifie l'histoire, accusant le pouvoir socialiste d'avoir pratiqué une politique d'embauche massive d'immigrés, afin, dit-il, de renforcer le pouvoir des syndicats « révolutionnaires ». Puis, rejetant la perspective d'une quelconque intégration à l'intérieur d'une société pluri-ethnique, il poursuit : « les immigrés sont une pièce majeure de ce dispositif de brouillage des valeurs sociales traditionnelles ».

Cette étude rapide du dossier de *IX^e Dernière* illustre l'évidente banalisation des thèses du Front national. Apeurés par la fascination qu'exerce Le Pen sur leur électorat potentiel et par les pertes déjà subies, bon nombre d'hommes politiques de droite choisissent la surenchère. N'ayant pas à forcer leur naturel, ils s'alignent sans problème.

Il y a encore deux ou trois ans, Kaspereit pratiquait l'auto-censure et son extrémisme restait dans les tiroirs. Désormais, il peut se permettre en toute impunité de polluer nos boîtes aux lettres avec sa prose fascisante.

Hervé
Gr. Libertat

LES « VALEURS » HISTORIQUES DE MITTERRAND

NOUS vivons des temps de crises. Occupés par les centrales syndicales à défendre les acquis arrachés lors des périodes de croissance, pensant et agissant corporativement, l'on ne voyait pas que l'Etat et ses commanditaires se préoccupaient également de leur survie. Efforts fournis pour garantir et assurer la pérennité d'un système d'exploitation économique, pour le second souffle des détenteurs de capitaux soucieux de rentabiliser leurs investissements et à la recherche de nouveaux profits.

Le gouvernement socialiste de Mitterrand, tenu par une image de marque, ternie certes, ne peut pas compter uniquement sur les techniques de répression dont il s'est doté. Talbot, Poissy, ce n'est pas le Transvaal. Les manifestations de mécontentement des travailleurs qui affrontent la réalité de l'une des faces du capitalisme : abaissement du niveau de vie, chômage, travail précaire, ne peuvent plus se réduire par la seule force, parce que terriblement impopulaire, parce que la France est observée par l'opinion publique et jugée en tant que telle. Comme une démocratie libérale, soucieuse de permettre à tous et à toutes une existence digne et sans contraintes. La violence d'Etat, répressive, ne peut donc être utilisée à son maximum.

Pour mener à bien son entreprise, il lui faut aussi bénéficier de l'approbation générale, d'une légitimité, de l'allégeance

de la classe des travailleurs. Ça ne date pas d'aujourd'hui ! La collaboration de classe est une lutte engagée par les nantis, pas frontale, mais remarquablement efficace.

Le gouvernement socialiste peut se vanter d'avoir obtenu le consensus de la part des principales organisations syndicales et donc de la classe ouvrière. Rappelez-vous : « le bout du tunnel est proche », « serrez-vous la ceinture (rose), les jours fastes arrivent », « faites un effort sinon la droite reviendra ! ». Anesthésiant les velléités de luttes, restructurant à tour de bras pour la modernisation de l'appareil productif français et ce, œuvrant pour le bien commun de tous, il lui faut également diviser les travailleurs.

Diviser pour mieux régner

C'est une tactique qui n'émerge pas seulement dans des périodes de difficultés mais, l'Irlande du Nord en est l'exemple, elle peut être le ciment, la condition exclusive de l'existence de l'Etat. L'Ulster a été créé artificiellement pour le plus grand profit des classes dirigeantes anglaises et nord-irlandaises. Pour assurer l'union, les protestants bénéficient d'avantages conséquents sur les catholiques (34% de la population). Dans les domaines de la protection sociale, de l'emploi, des attributions de logements ; l'intérêt des protestants se confond merveilleu-

sement avec celui de leurs propres exploités.

Le parallèle Thatcher-Mitterrand

Le quotidien anglais *The Guardian* a publié un article tout à fait intéressant dans la mesure où il traite des préjudices que subissent les minorités raciales en Grande-Bretagne. « Le blanc est toujours en situation de droit même quand il est en tort. » C'est le cri dégoûté de jeunes jamaïcains, de chômeuses pakistanaïses, soumis aux démonstrations xénophobes du peuple anglais et à la politique raciste de Thatcher. Ereintés par les comportements agressifs des bobbiés, les noirs disent que les blancs avouent tout haut ce qu'auparavant ils pensaient tout bas. Plus de gêne maintenant pour les traiter de « Jungle Bunny ».

Les décisions adoptées par le conseil des ministres du 10 octobre afin de maîtriser les flux migratoires sont parmi les mesures les plus extrêmes qui aient jamais concerné l'immigration. L'aide au retour des travailleurs immigrés, les chartes de licenciés — reclassés, dit-on maintenant —, tout ceci accentue le clivage entre travailleurs français et travailleurs immigrés. La division de la classe ouvrière entre chômeurs et travailleurs ne suffit plus. Mitterrand aide Le Pen dans sa lutte. C'est moins vulgaire, mais tout aussi efficace.

Hervé

LE NAZI VOYAGEUR

« **T**ÜRKEN raus ! », Turcs dehors ! C'était lors du match de football R.F.A. - Turquie, en mars dernier à Berlin. Plusieurs centaines de jeunes gens, crânes rasés, s'étaient mêlées aux supporters ouest-allemands pour scander des slogans racistes et ultra-nationalistes, et faire des saluts hitlériens sous le nez des caméras de télévision.

Cette agitation était le fruit du travail, entre autres, de Michael Kuehner, leader du A.N.S.-N.A. (Front d'action national-socialiste des activistes nationaux) (!), formation néo-nazie d'environ 300 militants, interdite en 1983 par le ministre de l'Intérieur ouest-allemand. Kuehner, recherché pour « infraction à la législation des armes, activités extrémistes et port d'emblèmes interdits » par la police allemande, s'est donc réfugié en France récemment. Il a été repéré par les argousins français lors de la manifestation d'extrême droite de la Fête de Jeanne d'Arc, aux côtés de Jean-Marie Le Pen (celui qui n'est pas raciste pour un rond, vous savez...).

Vendredi 5 octobre, Kuehner est arrêté à Paris, chez une librairie proche du F.N.E. (Front nationaliste européen, ex F.A.N.E.). Le leader néo-nazi est escorté par des policiers des Rensei-

gnements généraux à l'aéroport de Roissy où il est placé dans un avion, destination Cologne. Là-bas, la police ouest-allemande le récupère et il se retrouve derrière les barreaux.

Si le sort réservé à cette ordure ne nous intéresse pas, il n'empêche que cette affaire pose un problème sérieux : le nazillon a-t-il été extradé, oui ou non ? Tardivement, le ministre de l'Intérieur a déclaré que Kuehner faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion, depuis le 29 juin 1984, et qu'il a été éjecté du territoire français en application de cet arrêté. De plus, les autorités françaises précisent que cette expulsion a été motivée par le fait que la période des fêtes traditionnelles juives débutait, et que la présence du militant néo-nazi inquiétait la police, craignant des actions antisémites.

Soit ! Mais cette expulsion ressemble comme deux gouttes d'eau à une extradition, à un détail près : il n'y a pas eu de procédure... Le gouvernement n'a-t-il pas fait le calcul suivant : on extradé en quelques heures un nazi que personne, à juste titre, ne défendra et on a ainsi la porte ouverte pour procéder de la même façon avec des « extradables » plus embarrassants ?

Si, demain, des militants italiens, basques, allemands, etc.,

sont arrêtés et collés directement dans un avion, direction le pays qui les réclame, quelle mobilisation sera possible, en si peu de temps, pour tenter de s'y opposer ?

Il est évident que l'Etat socialiste a définitivement jeté aux orties ses belles promesses sur le respect du droit d'asile... en quelques semaines, les extraditions sont revenues sous les feux des projecteurs, comme sous le septennat du diamantaire. Si, en plus, les procédures légales, laissant un minimum de temps pour s'organiser, sont également abandonnées, on n'est plus sorti de l'auberge !

Gil
Gr. Libertat

PLACE VENDÔME DES GESTIONNAIRES CYNIQUES

C'est bien connu, en période de crise, c'est-à-dire en période de restructuration pour le capitalisme, on cherche à détourner l'attention du bon peuple en criant bien fort à la délinquance et à l'insécurité. Un citoyen qui tremble de peur dans la rue ou dans le métro, derrière sa porte, puis dans son lit, est assurément un individu fin prêt pour accueillir favorablement toute mesure pouvant le rassurer un tant soit peu.

L'analyse du « phénomène délinquance », traité à la mode des autorités publiques, ou à celle de la socio-machin, de la psycho-truc, a pour finalité l'intégration ou la réinsertion ; elle génère son inégalité. Et voilà toutes les institutions du contrôle social qui s'ébranlent (police, parquet,

structures socio-éducatives), attisant tout naturellement un vent soufflant vers les prisons.

Combien de types pourrissent en taule parce qu'un zozo, recouvert d'hermine, suradap-té et insatisfait, jouit de la logique profonde d'une société de merde : l'enfermement ?

La justice pour quoi faire ?

Pourquoi ne pas admettre que les rôles joués dans un système sont imposés par les structures de celui-ci ? Que c'est lui qui produit sa délinquance, définit ses déviants ? Il est bien évident que ce seront les mal nés, les mal lotis, bref les exclus de toujours ; ils constitueront la grande masse de la délinquance déferée devant les juges pour enfants, puis des années plus tard, rempliront les au-

dienches des cours d'assises ou des tribunaux correctionnels.

Rappelons tout de suite que ce sont à 90% des infractions contre les biens qui peuplent les prisons. Ainsi la transgression du consensus social se traduit principalement par des délits économiques d'où le rôle de la justice : soustraire du domaine social tous les individus un tant soit peu dangereux pour la pérennité du système de la propriété. C'est le pouvoir de faire régner son droit, cela n'a rien à voir avec la dignité humaine.

C'est tellement vrai que le système judiciaire rejette certaines populations vers d'autres voies que la prison, préférant leur appliquer d'autres sanctions (emprisonnement avec sursis, amendes) et laissant de côté une délinquance « cachée », inaccessible à la répression pénale (escroquerie, abus de confiance).

En somme, les discriminations du système pénal s'expliquent par le droit lui-même et non, seulement, par une déviance de son utilisation. Le droit fabrique un produit pénal et s'adresse à une population au statut précaire, aux catégories socio-professionnelles les plus défavorisées. Il semble également sanctionner majoritairement une autre population ; on ne s'étonnera pas du sort fait aux immigrés : ils sont 8%

des « en dehors », représentent 21,4% des inculpés et sont placés en détention dans 78,9% des cas. Tout cela en dit long sur la pratique qui sanctionne au-delà de la marginalité, l'a-normalité. En fait, la sur-repression pénale qui frappe les immigrés ne peut être justifiée par une inadéquation fondamentale à la fois géographique et culturelle à la société française, mais plutôt par l'incroyable contrôle social auquel ils sont assujettis.

Quelques chiffres !

Le recours très large à la détention provisoire pour des petits délits vis-à-vis de la population immigrée, la proportion de 50% de détenus « attendant » que les juges daignent faire leur boulot, sont des faits et méfaits de cette justice... de gauche.

On pourra toujours essayer de croire après cela, qu'une société qui traite sa délinquance et sa criminalité sur les modes invariants des tribunaux (!) et de la prison, n'est pas un constat d'échec.

On peut continuer ! La population carcérale a été chiffrée en septembre 84 à 41 023 détenus, cela fait un détenu pour 140 habitants ; 140 détenus pour 100 « places », certaines taules étant bondées à 200% de leur capacité.

Chacun y va de son couplet pour « justifier » la surpopulation actuelle des prisons. Il est bon d'avoir en tête que jamais la justice n'a été aussi peu laxiste qu'en ce moment : une durée moyenne d'incarcération de 6 mois, un taux de récidive de 43% (quand on vous dit que la prison est un lieu de réinsertion !) prouvent que le cycle infernal prison-récidive-prison est loin d'être un mythe.

La prison ! Un lieu de déresponsabilisation, garant de la réinsertion sociale des détenus ? Un lieu de réapprentissage de la liberté ? Allons donc !

Vous résolvez les mouvements revendicatifs par les transferts, le mitard, l'isolement, la suppression des grâces et diverses autres brimades. Allons donc ! Votre réalisme gestionnaire vous permet tout juste de vous émouvoir de la grève de la faim de 600 êtres humains !

Car, que se passe-t-il depuis la mi-septembre dans les prisons françaises ? Un immense mouvement collectif. L'administration pénitentiaire, dans sa volonté de détruire, croyait s'être définitivement approprié l'enfermé. Une ultime tentative de réappropriation intégrale du devenir de leur corps, c'est vous dire jusqu'où peut aller le désespoir en taule.

Patrick

« PRISONS »

« **N**OUS qui luttons pour une société sans Etat et bien sûr sans prisons — la preuve en est qu'en 1936, la première chose que les anarchistes ont faite à Barcelone a été de détruire la prison d'Atarazanas — avons situé cette émission dans ce cadre.

Nous voulons dénoncer l'appareil judiciaire qui n'est que la conséquence du pouvoir d'Etat. Nous essayons d'informer les prisonniers et de dénoncer les abus commis dans les prisons ainsi que tout ce qui touche à l'enfermement. »

Ecoutez chaque semaine, en région parisienne, l'émission « Prisons » sur Radio-Libertaire, 89,5 MHz.

RÉFLEXION SUR LES PRISONS DE FRANCE

DEPUIS quelques semaines ça bouge dans les prisons de France ! Je ne reviendrais pas sur le détail que tout le monde a pu lire dans les quotidiens. Il suffit de comprendre que les prisons collent à la société en place, et que sur le fond, les réactions des détenus comme des gardiens ne sont pas différentes de celles des autres membres de la société française. Et je sais de quoi je parle ! L'univers carcéral réagit à partir du milieu où il baigne. Pour améliorer leurs conditions de détention comme pour rompre la monotonie qui pèse sur les épaules du taulard, comme elle pèse sur les épaules de l'homme qui, chaque matin, se rend à son travail avec la perspective d'y retourner le lendemain jusqu'à la nuit des temps, les prisonniers s'agitent, se concertent, revendiquent et brandissent leur bon droit.

La prison n'est rien d'autre qu'un des éléments de cette société construite à partir de la différence entre les hommes, les classes et les clans, dont la règle d'or est la contrainte envers ceux qui refusent de marcher dans les clous. Elle est indispensable à cette société dont elle est le régulateur. Les esprits humanitaires, dont nous sommes, peuvent bien protester contre sa rigueur, dénoncer sa malfaisance, exiger la refonte du système pénitentiaire ; la bourgeoisie la considère comme indis-

pensable, comme la plus sûre barrière à ses privilèges. Elle sait bien d'ailleurs que c'est moins le régime lui-même imposé au détenu, que le fait d'être privé de ce bien précieux : la liberté, qui suscite la rébellion et conduit à la mutinerie.

Le système économique produit la délinquance comme le nationalisme engendre la guerre ; et la délinquance suscite la prison pour maintenir le genre de vie de la société en place. A partir de cet instant, la boucle est bouclée ; et le prêtre, l'humaniste ne peuvent autre chose pour se masser l'âme qu'améliorer un système dont le vice majeur n'est pas son contenu, mais tout simplement d'exister !

Le système pénitentier lui-même est soumis aux aléas de la vie en société, c'est-à-dire qu'il se relâche ou s'aggrave à partir de considérations qui n'ont rien à voir avec le délit à proprement parler, mais qui tiennent à la politique dont s'est dotée la société pour continuer à exister. Le régime carcéral étant le reflet des structures politiques et sociales de chaque pays. On peut s'indigner, tempêter, et nous, anarchistes, nous ne manquons pas de le faire, chaque fois que les événements nous en donnent l'occasion ; autant en emporte le vent !

Et le prisonnier, lui-même, qui a été coulé dès sa naissance dans le même moule éducatif et moral que ceux qui le tiennent enfermé, n'a pas de jugement

différent sur le sujet que le reste des citoyens. Sortez-le de sa taule, ou même à l'intérieur de celle-ci, vous ne le trouverez pas différents des honêtes gens, car il a sucé le même lait qu'eux. Il s'indigne de tout ce qui le contraint, mais lui-même, à l'intérieur de sa cage applique ces mêmes contraintes qu'il a rejeté lorsqu'il était libre, ce qui l'a conduit entre quatre murs. Sa « révolte » ne le pousse pas à briser le cercle de la société mais à s'inscrire à l'intérieur de celui-ci, à une place privilégiée. Souvent, lorsqu'il se recycle, comme les vieilles maquerelles, après fortune faite, il devient moralisateur en diable. Il ne pense pas à détruire les classes ou l'argent qui l'ont poussé là où il est, mais à posséder puissance et argent qui le hisseront à la place de ceux qui le maintiennent enfermé. Et ceux, qui, comme moi, ont fréquenté les prisons de France savent bien que la morale qui régit le milieu carcéral n'est rien d'autre que la morale qui régit l'honorable société en place.

Bien sûr, il y a des exceptions, mais elles confirment la règle ! Et les politiques, eux-mêmes, se constituent dans la détention comme un clan différent, noble, si je puis m'exprimer ainsi ; parmi les détenus qui ont « fauté » comme les prêtres, les militaires ou la haute bourgeoisie, ils jouent volontiers les moralisateurs. C'est, pour ma part, ce à quoi je me suis ef-

forcé d'échapper ; mais encore une fois, ce sont les détenus de droit commun, à partir de l'esprit de classe dont ils demeurent imprégnés, qui poussent aux différenciations idiotes. J'ai raconté, je crois dans mon livre : *Mutinerie à Montluc*, comment les détenus « riches » employaient les détenus « pauvres » à laver leurs caleçons et à faire leur lit.

Oui, la taule est le fruit du système et les prisons existeront tant que les différences économiques et sociales susciteront la délinquance. Nous sommes là devant un problème qui tourmente les belles âmes ; supprimer ou améliorer un de ces éléments indispensables à la survie de la société de classe. Pour les prisons comme pour les tribunaux, les casernes et les églises,

champignons pourris qui poussent sur le corps du système capitaliste, ils dureront autant que durera le corps qui les nourrit !

Oui, il faut supprimer le système si l'on veut supprimer les prisons, les casernes et les églises ! Et après ? Ça, c'est une autre histoire. L'homme étant ce qu'il est, le problème se posera dans une société sans classe sous un aspect différent. Des solutions ont été avancées, dont aucune ne donne entièrement satisfaction. Mais chaque chose en son temps... Ouvrir les prisons, c'est à la fois détruire la différence économique entre les hommes et se donner les moyens de faire cohabiter leurs différences. Et c'est déjà beaucoup !

M. Joyeux

COMMUNIQUÉ

QUE la prison soit le miroir de la réalité politique et sociale d'un Etat démocratique ou totalitaire, cela a toujours été. La population carcérale, où se retrouvent en majorité les « laissés pour compte » de la société ou ceux poursuivis pour des délits d'opinion, ne veut plus se taire.

La Fédération anarchiste soutient le mouvement de protestation de ces hommes et femmes emmurés dans les prisons françaises qui, par leur grève de la faim, jettent un pavé dans le marais juridique et pénal à l'endroit même où la gauche s'était endormie.

Fédération anarchiste

« **V**oie de... monde... le domi... C'est de l'urg... tout leu... lui écha... travail q... du judai... logie de

C'est près de catholiqu... rier de

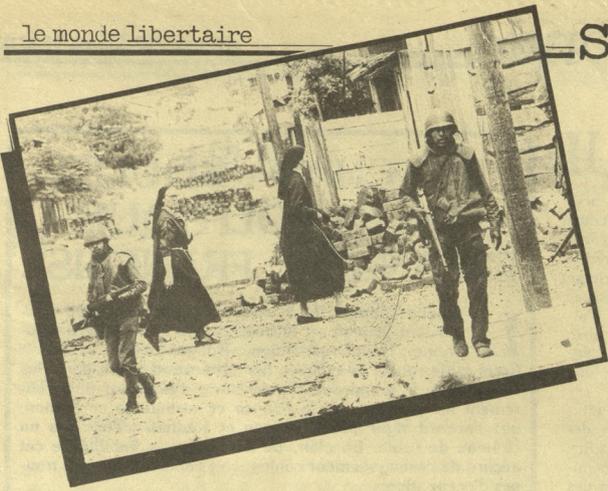
Ce lie... tre d'un... testante... pos, la... obéienc... fortes d... vu leu... tremble... morts... tionales... distribu... sistance... Rios Mo... te de la p

Ajout... seuls acc... boration... crédit — dait aup... C'est... pleine m... moins d... ressentir... veaux de

Suivan... logiens, leurs ét... dentales... qui leu... gique à... siale.

Par ail... pagnie... lyser le... des inst... chrétiens... • son e... nistes al... 180 000... villes de... • l'utilisa... marxiste... réalité »... suites A... permet... des pays... pons qu... se laisse... La cap... bre d'en... qui les

C'est... tres latin... nés de... autour o



LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

« P LE XI déclarait scandale majeur le fait pour l'Église d'avoir perdu la classe ouvrière. Elle perd ensuite les femmes en voie d'émancipation. Va-t-elle aussi perdre le tiers monde ? » Voilà le dilemme posé par un connaisseur, le dominicain Jean Cardonnel.

C'est pourquoi de nombreux théologiens, conscients de l'urgence de l'intervention de l'Église, déploient tout leur art afin que le marché du tiers monde ne lui échappe pas. Le Vatican vient de reconnaître ce travail qui enrichit l'arsenal offensif de cette hérésie du judaïsme : le christianisme (1). Il s'agit de la théologie de la libération. Retraçons sa genèse...

Le laboratoire latino-américain

C'est le continent latino-américain, qui regroupe près de 220 millions de catholiques — soit 40% des catholiques du monde — qui va être le terreau nourricier de cette nouvelle théologie.

Ce lieu, le plus christianisé de la terre, est le théâtre d'un affrontement fratricide entre les églises protestantes et l'Église romaine. Pour illustrer ce propos, la situation du Guatemala est significative. Les obédiences protestantes — adventistes, évangélistes — fortes d'une armée de 12 000 prédicateurs ont encore vu leurs rangs augmenter considérablement suite au tremblement de terre de 1976 qui fit plus de 25 000 morts... En effet, avec les aides matérielles internationales débarquèrent des escouades de protestants, distribuant à la fois bonne parole et nécessaire de subsistance. L'entreprise fut si réussie que le président Rios Montt adhéra à la plus performante : la Secte de la parole (2).

Ajoutons à cela une église catholique vivant de ses seuls acquis, sans initiative novatrice et dont la collaboration trop apparente avec les oligarchies ruine le crédit — héritage de la colonisation — qu'elle possédait auprès de la population pauvre.

C'est dans ce bouillon de cultures, continent en pleine mutation, que des générations de prêtres, témoins de l'écho des mouvements de libération, vont ressentir la nécessité de s'engager au regard de nouveaux débouchés à l'évangélisation.

Les pionniers

Suivant la filière habituelle de formation des théologiens, des prêtres latino-américains vont compléter leurs études dans les nombreuses universités occidentales. C'est là qu'ils vont acquérir les éléments qui leur permettront de bâtir une justification théologique à leur désir de rénover leur intervention ecclésiastique.

Par ailleurs, et depuis sa formation en 1534, la Compagnie de Jésus a déjà compris la nécessité d'analyser le contenu des sciences sociales pour en extraire des instruments aptes à étendre la force de frappe chrétienne. Citons pour mémoire :

- son expérimentation précoce des thèses communistes alliées à ses vues d'évangélisation sur plus de 180 000 kilomètres carrés regroupant une trentaine de villes de plusieurs milliers d'habitants ;
- l'utilisation officielle de l'analyse « socio-économique marxiste comme instrument de connaissance de la réalité », dont le Pape noir, l'ancien général des jésuites Arrupe disait : « la théorie de K. Marx nous permet de faire prendre conscience aux populations des pays d'Amérique du Sud dont nous nous occupons qu'elles constituent une classe majoritaire qui se laisse opprimer depuis des siècles ».

La capacité de travail des jésuites est telle que nombre d'entre eux deviennent spécialistes des matières qui les intéressaient par pures visées stratégiques.

C'est la rencontre de ces deux mouvements — prêtres latino-américains en formation et jésuites passionnés de sciences sociales — qui va constituer le noyau autour duquel va naître la théologie de la libération.

Il est important de relever que c'est au sein de l'Église, sans sécession et parallèlement à d'autres initiatives (3) ciblant d'autres clientèles que va se développer ce mouvement chrétien de libération. Sans cesse, il accumulera à la fois la pratique sur le terrain et l'investigation intellectuelle. Voyons la moëlle de cette théologie.

Qu'est-ce que la théologie de la libération ?

« C'est la réflexion théologique sur le sens de l'engagement de l'Église et de ses chrétiens pour la justice, pour la libération des peuples dans la perspective de l'évangélisation ».

Attention aux mots ! Si la « libération » est un thème chrétien, c'est bien une nouvelle version du traditionnel « salut en Jésus Christ ». Ainsi nous le confirme Jean-Yves Calvez : « La théologie vivante a à parler de son sujet (Dieu, Christ, vocation, destinée, foi, sacrements) avec des mots du vocabulaire de tout le monde. Mais elle doit élever vraiment ces mots à un autre usage que le quotidien ».

Prônant d'abord la libération du péché, les théologiens y joignent l'obligation de travailler aussi dans les domaines sociaux, politiques et culturels. L'alibi fait le moine. Mais il ne s'agit pas de réduire l'évangile du salut à un évangile terrestre !

Cette option préférentielle pour les pauvres est des plus élaborées. L'immersion de ces prêtres dans le monde ambiant à l'aide de communautés ecclésiastiques de base va leur permettre de coller aux événements sur lesquels ils articuleront leur christianisme. Vu de l'extérieur, ils donnent l'impression d'agir concrètement avant de théoriser leur pratique. C'est bien entendu l'inverse qui est vrai, redoutablement vrai : « La théologie de la libération est une pratique théologique emboîtée en d'autres pratiques, indissociable de solidarités tactiques, soumise donc aux aléas et aux besoins d'une lutte historique indétachable de particularités nationales et contingentes ».

De plus, cette théologie tente d'être une réponse à l'« athéisme moderne, celui-ci ne niant Dieu que parce qu'il le voit capturé par les forces dominantes pour maintenir l'oppression ». L'astuce étant que l'athée ne voye plus Dieu forniquant avec l'oppression. Au royaume des borgnes, les aveugles sont rois...

Vers la reconnaissance officielle

N'oublions pas que l'Église a l'expérience de 20 siècles, ce qui lui permet à la fois de posséder un réservoir d'expériences variées et une capacité d'adaptation remarquable. Adaptation qui peut paraître lente à l'échelle du XX^e siècle, mais qui n'en est pas moins rapide eu égard à son âge. Aussi, pour prendre un seul exemple, la bénédiction de la démocratie ne remonte qu'à quelques décennies. Il est instructif de voir comment cette théologie va progressivement enrichir l'orthodoxie chrétienne.

C'est sans conteste le 20^e concile de l'histoire de l'Église universelle, Vatican II (1962-1965) qui va réactualiser les modalités de l'action de l'Église avec une vivacité rarement dépassée depuis : modifications des rites liturgiques, création de conférences épiscopales nationales — témoignage d'une amorce de décentralisation —, renouveau dans les domaines de l'exégèse, la patristique, rôle important attribué aux laïcs (4), extension du champ théologique englobant la psychologie, la sociologie, passage d'une conception de l'« Église comme société parfaite » à celle de l'« Église, peuple de Dieu » (5). Autant d'éléments intimement liés qui contiennent en germe les caractéristiques de la future théologie de la libération.

Ensuite, c'est la conférence générale des évêques latino-américains à Medellin (Colombie) en 1968, où les actuels théologiens novateurs interviennent avec fougue. Le Pape Paul VI assiste à la séance inaugurale. Les travaux débouchent sur les applications à l'Amérique latine des conclusions de Vatican II. C'est

l'acte d'accouchement de la théologie de la libération et des communautés ecclésiastiques de base : « véritable renouveau pastoral, Medellin devient la référence obligée de toutes les forces vives du catholicisme ».

Mgr Vilnet, évêque de Lille, président de la conférence épiscopale française confirme : « En 1970, la préoccupation d'articuler libération chrétienne et lutte pour la justice était très forte dans l'Église ». Elle aboutira à la publication du document « Libération des hommes et salut en Jésus-Christ », en 1974.

À la fin des années 70, nombreux sont les chrétiens novateurs qui se félicitent et contribuent à la révolution sandiniste au Nicaragua, qui contrairement à Cuba, offre des ministères aux tenants de la théologie de la libération. Là encore, ne nous méprenons pas sur les ultimatum du Magistère demandant la démission des prêtres-ministres, il s'accommode depuis longtemps de cet état de fait.

La conférence générale des évêques latino-américains, réunis à Puebla en 1979, comptabilise avec jubilation les fruits de la résolution de Medellin et en conséquence maintient le cap.

Puis, c'est la Congrégation pour la doctrine de la foi (6) qui commence les préparatifs à une reconnaissance officielle de la théologie de la libération au sein de l'orthodoxie : multiplication des réunions d'explication, de mise au point, de conférences de presse, d'« instructions », de convocation (7).

Ces préliminaires aboutiront à la publication fin 1984 d'un nouveau document du Saint-Siège. Nous mesurons alors le degré d'intégration de la théologie de la libération au sein de l'orthodoxie.

Épilogue

Il est nécessaire de souligner que si l'acceptation de la théologie de la libération au sein de l'orthodoxie chrétienne ne s'est pas faite sans heurt, il n'y a pas eu opposition formelle du Magistère soucieux d'agrandir son troupeau de brebis.

L'esprit de cette nouvelle pratique théologique fait tâche d'huile et il suffit de voir la toile d'araignée tissée par les mouvements socio-cléricaux pour s'en convaincre. Il procède du même esprit novateur qui, face à la baisse de participation aux rites anciens, y substitue — souvent insidieusement — une vision de la vie où le candide est l'acteur privilégié de sa propre déchéance, quelque soit sa position sur l'échiquier politique.

Pourquoi s'attarder sur la constitution d'une telle théologie ? Simplement parce qu'elle est une des audacieuses tentatives du christianisme militant. De plus, toute avancée de l'idée religieuse est un recul de la raison.

Jean-Denis
Liaison Bas-Rhin

(1) Voir la truculente description des chrétiens dans la Rome de Néron : Néropolis d'Hubert Montielhet.

(2) Au Guatemala (7 millions d'habitants), il existe 210 sectes protestantes ayant 6 488 temples, une université, 91 collèges, 5 stations de radio et programmes de télévision, 19 publications, 5 séminaires, 6 centres d'éducation théologique et 73 librairies.

(3) Mouvement Tradition, Famille et Propriété, la Christianidad, l'Opus dei, etc.

(4) Le nouveau Code de Droit canon (1983) précise que les prêtres ne pourront pas prendre une part active dans les partis politiques, ni être dirigeants syndicaux ni exercer dans l'État des fonctions publiques impliquant des pouvoirs civils — exception faite des cas où il s'agit « défendre les droits de l'Église et le bien commun ». Ce sera donc au chrétien militant, laïc, de faire le boulot interdit aux membres du clergé.

(5) Les théologiens de la libération ont déjà remplacé cette notion par « Église du peuple » et tendent actuellement à aller vers « Église de classe ».

(6) Héritière directe de l'Inquisition. On trouve parmi ses diverses sections, l'Index, qui est chargé d'établir la liste des ouvrages interdits aux catholiques pour des raisons de morale et de doctrine. D'où l'expression : « Mettre à l'index »...

(7) Le dernier contact est la réunion à Rome de 54 évêques péruviens du 26 septembre au 4 octobre 1984.

LA GRÈCE AUJOURD'HUI

La réalité actuelle est bien le tourisme, mais elle cache la réalité historique, parfois sanglante, de ces dernières années.

Les guerres civiles de 1944 à 1950, opposant principalement le Parti communiste à l'Union nationale radicale, vont précipiter l'installation des Américains dans les Balkans. Cette installation américaine se traduira par une mainmise économique lors de l'avènement du gouvernement de droite menée par Caramanlis en 1955, puis celui du libéral démocrate Papandhréou en 1963.

Quatre années plus tard, des cadres militaires, voulant mener une lutte unique contre le sous-développement économique et le Parti communiste grandissant, fomentent un coup d'état et instaurent, « au nom du peuple et du roi », le tristement célèbre régime des colonels. En contre partie d'une aide financière américaine accrue, le pouvoir va donc entamer une véritable chasse aux communistes, alliant disparitions, tortures, assassinats, sous l'impulsion de son numéro un, Papadhopoulos.

En 1974, un an après l'abolition de la monarchie et la proclamation de la république, la dictature s'est arrêtée aux élections que le parti de droite remporta. Peu avant, Caramanlis était rappelé de son exil pour rétablir la constitution de 1952. Il aura donc fallu que les étudiants, puis la population d'Athènes solidaire, se fasse massacrer par les chars un an auparavant.

Mais, à peine installé, Caramanlis annihila l'effervescence des milieux révolutionnaires en les inondant de drogue par l'intermédiaire de sa police, drogue qui deviendra pour beaucoup la seule idéologie, comme on peut s'en rendre compte actuellement sur la place Exharia d'Athènes.

Evidemment, le droit d'expression ne renait pas immédiatement de ses cendres, et certains opposants des plus irréductibles, no-

tamment les anarchistes, seront encore matés « colonellement ».

C'est en octobre 1981 que les Grecs, suivant le triste exemple français, décident de se socialiser aux élections remportées par Papandhréou à la tête du Pasok. Mais l'une des premières lois votées par les nouveaux dirigeants, l'article 4 de la constitution, interdisant toute grève dans la fonction publique, en dit long sur leur réel désir de changement.

Aujourd'hui, le panorama politique se présente de la façon suivante : un parti de droite très important, la très puissante Néo Démocratia, qui reçut, lors des récentes élections européennes plus de 50% des suffrages exprimés et dont les initiales salissent tous les murs ; un parti socialiste en perte de vitesse, le Pasok ; deux partis communistes, le K.K.E., comparable au P.C.F. et le K.K.E.S., tout petit frère du parti communiste italien ; quant aux « extrémistes » ou aux alternatifs, ils sont pratiquement absents de la scène politique.

La réalité sociale

Depuis son avènement, l'Etat socialiste semble une nouvelle fois ignorer le sens originel du mot socialisme.

Alors que les Grecs connaissent un coût de la vie comparable au nôtre, leur salaire minimum n'est l'équivalent que de 2 000 F ; si, de plus, nous nous rendons compte de deux autres paramètres déterminants de la vie économique-sociale : un chômage concernant plus de 10% de la population active et un taux d'inflation autour des 20%, nous pouvons nous interroger sur la nature réelle des progrès réalisés par le nouveau gouvernement.

Il existe bien sûr un système d'indemnisation du chômage, mais cet organisme d'Etat est aussi peu généreux que l'A.N.P.E. en France ! Aussi, pour conna-

tre des fins de mois plus heureuses, les Grecs ont-ils recours au travail au noir et, dans une moindre mesure, à l'entretien d'une tradition très sérieuse qui consiste à garder des attaches à la campagne afin d'alléger le budget alimentaire, les Grecs n'étant pour la plupart citadins que depuis une ou deux générations.

Le syndicalisme est peu développé. Il existe néanmoins des cas de grèves plus ou moins importantes. Citons comme exemple la plus récente : suite à des problèmes financiers, une usine à capitaux allemands, de Thessalonique, deuxième ville de Grèce, est abandonnée par son directeur. Par protestation, les ouvriers occupent les locaux qui seront investis par les forces de l'ordre. Les grévistes décident alors une marche sur Athènes.



Manifestation anarchiste à Athènes en 1983.

En arrivant, fin août, au centre de la capitale, ils sont très violemment agressés par la police qui procédera à plusieurs arrestations. Mais ces manifestations sont malheureusement trop dispersées pour avoir de réelles conséquences.

Preuves, s'il en fallait encore, que les « socialistes grecs » — ils ne sont pas les seuls ! — ont définitivement renié leurs illustres penseurs du XIX^e siècle, s'abandonnant à un opportunisme pour le moins contestable : les problèmes cruciaux de la médecine et de l'armée.

Papandhréou semble, en effet, satisfait de sa médecine qui accuse pourtant de graves lacunes technologiques. Il oblige les grands malades — cancéreux et autres — qui auparavant pouvaient s'en remettre à la compétence des hôpitaux étrangers, à passer devant une commission très stricte qui n'accorde que très rarement l'autorisation d'émigrer.

La Grèce entretient également un taux record d'avortements ; avortements bien sûr illégaux. La contraception est une pratique très peu connue et peu répandue, du fait de l'absence d'informations et de structures sociales d'accueil et de renseignements. Les médecins semblent trouver leurs comptes dans cet afflux d'argent — 10 000 F pour un avortement ! Il est donc étonnant qu'il n'existe aucun mouvement féministe susceptible de faire évoluer cette situation alarmante.

Quant à l'armée, elle demeure une force non négligeable avec laquelle le gouvernement est obligé de composer. Un service militaire de deux ans est toujours obligatoire : aucune alternative à cela. L'objection

LE TCHAD : BOULET DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE

Le mini sommet du 5 octobre, à Paris, a réuni ceux qui font la pluie et le beau temps en Afrique francophone : Houphouët Boigny, Bongo, Mobutu et Habré. Cette table ronde, convoquée par Mitterrand, avait pour fins essentielles de prendre la température, d'expliquer plus clairement les positions de la France et surtout de convaincre que l'accord signé par Cheysson et Kadhafi n'était pas un château de sable. En clair, de démontrer la fiabilité de cet accord de désengagement conjugué et concomitant des troupes d'occupation.

Peu de choses intéressantes en sont sorties, sinon que l'amertume des dirigeants africains de n'avoir pas été consultés avant et pendant les discussions franco-libyennes donne matière à la presse bien pensante. Ils étaient cinq à jouer au tarot diplomatique ; c'est Mitterrand qui avaient les meilleures cartes et le peuple africain qui comptait les coups.

Hervé

de conscience n'est pas permise, et l'insoumission est punie par au moins cinq ans de prison ferme.

Certains comités de soutien aux déserteurs se sont formés, mais aucun ne remet en cause fondamentalement l'institution militaire. Il est vrai que la guerre latente avec la Turquie les dissuade de changer leur position. Aussi pensons-nous qu'il ne faut rien attendre de bien positif de la part de ces réformistes qui revendiquent uniquement une réduction de la durée des obligations militaires.

Le mouvement anarchiste

On retrouve un mouvement anarchiste actif, bien évidemment surtout à Athènes, en 1974, date qui marqua le retour du droit d'expression. Mais, nous l'avons vu, aussitôt réapparu, aussitôt combattu par l'Etat, de la façon que l'on sait. Il s'est donc endormi, ne se réveillant que lors d'actions spectaculaires, comme au Premier Mai 1977, quand la traditionnelle manifestation ouvrière se transforma en mini émeute.

Pourtant, au début des années 80, l'anarchisme connaît un regain de popularité certain. Plusieurs groupes se créent à Athènes, dont le très actif groupe du Pirée, mais aussi à Thessalonique et Comotini. Les manifestations se multiplient et réunissent, dans la capitale, près de 3 000 personnes. Il est à remarquer, parmi ces manifestations, celle organisée devant un institut français d'Athènes, en signe de solidarité avec Radio Libertaire, qui venait d'être saccagée par les C.R.S., en août 1983.

Il y eut même, au début de l'été 1983, la création d'une fédération anarchiste grecque. Mais, elle laissa apparaître, comme en France, dans les années 1925-1930, des luttes d'influence entre les différentes tendances, certains allant jusqu'à se traiter de stalinien ou de drogués !

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste grec est donc au point mort. La situation se présente donc comme suit :

- de nombreux indépendants, assez âgés pour la plupart, qui n'ont aucune activité militante et qui nous sont apparus comme relativement dépassés par la situation politique et, notamment, les mouvances révolutionnaires ;
- deux librairies anarchistes : la très mystérieuse Rose noire et une autre éditant *Anarkos magazine* ;
- il existe également un certain nombre de revues qui ne seraient que des copies, parfois sans couleur, de journaux étrangers comme *Agora*, *Le Monde libertaire* ou *Black Flag*.

Il semblerait pourtant que le groupe du Pirée, qui cessa toute activité il y a quelques mois, essaye de former avec les groupes de Thessalonique et de Comotini un noyau solide qui pourrait devenir le levain d'un mouvement unifié. Soyons donc prêts à les aider, dans la mesure de leurs besoins, afin qu'ils puissent s'armer d'une structure organisationnelle anarchiste spécifiquement grecque, ce qui ne ferait que renforcer l'anarchisme international.

Philippe, Eric,
Francis et Yvan
(de retour d'Athènes)
Gr. de Nice

THATCHER A DU SOUFFLE

INCROYABLES, ces dirigeants ! Qu'ils soient représentants d'un ordre matérialiste ou religieux. Reagan, Jean-Paul II et j'en retiens un avaient déjà échappé de peu à la mort. Thatcher vient de les rejoindre dans le clan des chanceux. Le communiqué de l'I.R.A. revendiquant l'attentat indique que les républicains ne sont pas dénués d'humour : « (...) aujourd'hui, nous n'avons pas eu de chance, mais souvenez-vous en : nous n'avons besoin d'avoir de la chance qu'une seule fois, et vous, toujours... ».

L'occasion était vraiment à saisir. Le congrès annuel du Parti conservateur britannique se tient à Brighton depuis mardi 9 octobre, et le Grand Hôtel abrite tout ce que le Tory et le gouvernement comptent d'« huiles ». En dehors du côté spectaculaire de l'affaire, il est à remarquer que personne ne pensait voir l'Irish Republican Army occuper le devant de la scène. La grève des mineurs, le personnage Scargill, le récent congrès des travaillistes à Blackpool, les déclarations et critiques de l'Eglise d'Angleterre monopolisaient les débats.

Une brève information, la semaine dernière, s'était faite jour. Un navire transportant un stock d'armes assez conséquent, parti des côtes du Canada, s'était fait arraisonner par les autorités au large de l'Irlande. On a accusé le N.O.R.A.I.D. (comité de soutien américain à l'I.R.A.) d'en être le pourvoyeur, à destination bien évidemment de l'I.R.A. Et ce fut tout. La cause irlandaise n'a pas l'intention de se faire oublier. Ce sont les inconvénients d'une occupation militaire, Thatcher, tu le sais ! De là à prétendre à la sortie en beauté de l'amiral Carrero Blanco !

Hervé
Gr. Paris XIV^e

IRAN : LA RELIGION AU POUVOIR

NOUS publions ci-dessous la 1^{ère} partie d'un article consacré au régime khomeiniste. Bien que cet article date de juillet 84, les faits exposés et l'analyse développée restent indubitablement d'actualité. En effet, depuis l'élaboration de cet article, l'Iran est toujours enserré dans l'état totalitaire ; les affrontements et les exécutions se sont par ailleurs multipliés.

Le 1^{er} volet de cet article s'attache d'une part à exposer les facteurs qui ont contribué à l'apparition du régime khomeiniste et, d'autre part, à analyser les traits spécifiques du fascisme iranien dont la pierre angulaire demeure la religion.

Introduction

Les événements qui se sont produits en Iran en 1978-1979 ont été analysés sous les points de vue les plus divers. Ces analyses n'ont en général pas examiné les causes sociales, mais se sont contentées d'une description mécanique des événements. L'Iran a été secoué par la première révolution dont les éléments les plus importants furent de nature religieuse. Jusqu'ici, on n'avait pas connu de révolution à contenu religieux qui fit faire marche arrière à la roue de l'histoire et qui plongea la société dans la barbarie de l'âge de pierre.

Quand l'empire iranien commença à vaciller, l'opposition au régime, dans son ensemble, s'évertua à accentuer cette crise pour renverser le Shah le plus rapidement possible, sans penser à une alternative quelconque au régime. A cela, il y a plusieurs raisons : une mauvaise appréhension de la révolution sociale, l'absence d'analyses, le culte de la personnalité, la fraternisation avec les forces religieuses et une mauvaise analyse de l'effet de la démagogie religieuse sur les masses, une manière de penser de type autoritaire et dictatorial, le despotisme et l'exclusivisme face aux opinions diver-

gentes, l'arriération intellectuelle et culturelle.

Il faut ajouter que les décennies de despotisme en Iran n'ont guère favorisé une atmosphère propice au développement de méthodes de réflexion intellectuelle progressive. C'est pourquoi seule la religion restait l'unique objet d'identification de l'opposition. La religion islamique fut le seul mouvement social institutionnalisé qui mobilisa les masses ignorantes, non pas sur des motifs politiques, mais par ses rituels religieux. La misère économique des gens avait créé un mélange explosif de peuple et de religion. Ces facteurs conduisirent — consciemment ou non — à l'érection d'un nouveau parti de masse dont chacun se sentait membre. Les institutions islamiques en Iran s'étaient préparées depuis 1 300 ans à cette prise de pouvoir.

Au moment de la révolution, l'Islam disposait de plus de 180 000 cadres spirituels, d'un clergé fortement hiérarchisé, du soutien économique de la base et d'une position nullement menacée par la monarchie régnante. Le fait qu'en l'espace de 5 ans, la société iranienne ait été totalement ruinée, qu'une hystérie religieuse collective se soit développée, suivie des tentatives guerrières et expansionnistes de l'idéologie islami-

que, tout ceci mena inévitablement à la naissance d'un fascisme religieux.

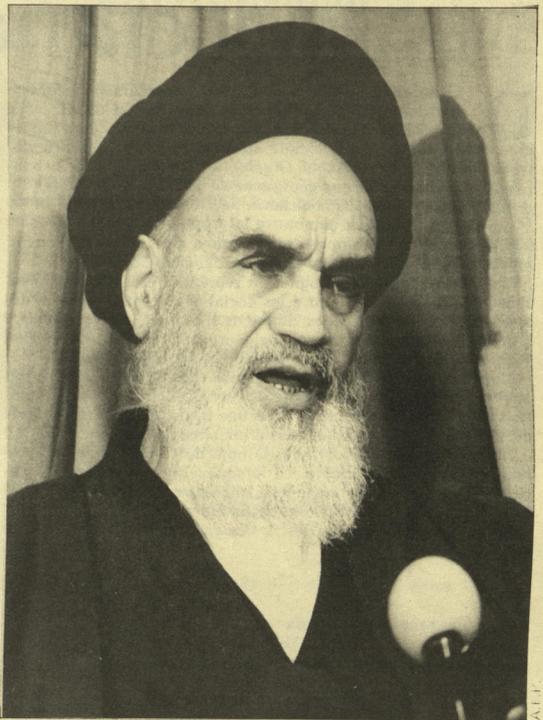
Le fascisme religieux

A notre avis, le fascisme n'est pas un phénomène lié à une nation, à une époque, à une race ou un parti. Il est bien plus une manifestation variable, générale et internationale. Cette idéologie se fonde sur les grandes masses ignorantes et aveugles. Les origines sociales du fascisme naissent dans le déracinement économique, social, culturel, traditionnel de l'homme. Si le fascisme italien et allemand fut un phénomène de la société industrielle, le fascisme religieux en Iran est le produit du sous-développement d'un pays du tiers monde, dépendant du capitalisme mondial, dépouillé de ses ressources et colonisé de manière invisible.

Des crises étatiques ont toujours précédé les systèmes fascistes aussi bien en Europe qu'en Iran à l'heure actuelle. Si le national-socialisme matérialisait l'idéologie du fascisme allemand, le schiisme, aile extrêmement fanatisée de l'Islam, est l'essence du fascisme religieux en Iran. Le pan-germanisme du fascisme hitlérien trouve son pendant dans le pan-islamisme de Khomeiny. La race arienne fut la race supérieure pour les fascistes allemands ; il en est de même pour les Moslems, supérieurs à tous les autres selon l'idéologie de Khomeiny. L'antisémitisme et la haine du juif sous le III^e Reich ont leur corollaire dans la chasse et la persécution des adeptes d'autres religions, tels les bahai par exemple. Sous Hitler, la pensée élitiste se manifestait sous la forme d'un gouvernement militaire, sous Khomeiny c'est la théocratie qui régentent tous les domaines de la vie. Hitler se voyait en « führer » (conducteur) absolu et incarnait à lui seul l'Etat fasciste ; Khomeiny, selon ses propres déclarations, est l'unique grand chef religieux (« velayate faghi ») de l'Etat iranien islamique.

En rapport avec tout ce qui vient d'être dit, il faut souligner que Khomeiny avait décrit dès 1965 dans son livre *Le gouvernement islamique* les éléments principaux de la forme du gouvernement actuel. Ce livre comparable à *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, reflète les visions extrêmes de Khomeiny sur un Etat totalitaire islamique. L'Islam y est présenté comme une vaste organisation sociale. « L'Islam a des enseignements sur tout ce qui concerne l'homme et la société. Ces réponses viennent du Tout-Puissant. Elles ont été transmises à l'homme par ses Prophètes et Messagers et régissent tous les aspects de la vie, depuis la conception jusqu'à la mort. Il n'y a rien sur quoi l'Islam n'ait donné son avis ».

Cette doctrine sert de canevas aux fondements du gouvernement et des lois de l'Etat islamique. « Le gouvernement islamique est soumis aux lois de l'Islam, qui ne viennent ni du peuple, ni de ses représentants, mais directement de Dieu et de sa volonté divine... Dans l'is-



Khomeiny : Hitler iranien.

Pendant 2 500 ans, la monarchie a régné. Il y a 1 300 ans, l'Islam a été introduit par la force. La corruption et la décadence morale du système monarchique ainsi que la perméabilité de la population à cette religion ont favorisé l'islamisation forcée. Les événements de 78-79 ne sont qu'une répétition tragique de cet acte de l'histoire.

Les facteurs déterminants qui ont mené à la chute de l'empire iranien et de la dynastie des Pahlavi sont les suivants : la corruption, l'occidentalisation dans tous les domaines culturels et intellectuels, le despotisme absolu du Shah, l'interdiction des partis politiques et des syndicats, la suppression de certains droits démocratiques, tels la liberté de presse, d'opinion, de réunion, une surveillance totale du peuple et l'inquisition par la police secrète, la présence de l'armée, le chaos résultant de la politique économique dépendante du capitalisme ayant eu pour conséquence un taux de chômage élevé et une émigration importante, la ruine de l'agriculture à cause de l'exode rural et de l'importation de denrées agricoles à bas prix, le développement d'une industrie inadaptée aux besoins, la présence de banques, de groupes d'assurances, d'entreprises commerciales américaines ou occidentales.

La conséquence en a été la paupérisation d'une large frange de la société, la création d'une couche supérieure — minorité extrêmement riche — pas de classe moyenne vraiment structurée. Voilà pourquoi le régime religieux a pris le pouvoir en Iran.

(Fin de la première partie.)

Ensane Azad
(L'Homme libre)
Revue anarchiste
persane,
paraissant en R.F.A.

PRISONNIERS AU PORTUGAL

DE nombreuses lettres et réclamations, signées par des comités de lutte des prisonniers, sont parvenues à la presse, relatant des actes de torture, de violence et des restrictions arbitraires des droits consignés dans la Réforme pénale. Ces actes deviennent de plus en plus fréquents et tout peut arriver du fait de l'absence de contrôle des fonctionnaires qui jugent avoir pour mission d'utiliser impunément les punitions envers les prisonniers, comme cela semble se pratiquer dans la colonie pénitentiaire de Pinheiro da Cruz, qui se trouve loin des populations et donc propice au silence.

Le 28 mai dernier, les prisonniers ont décidé de commencer une grève de la faim, afin de protester contre les restrictions sévères et les violences qui ont cours, sans parler de la mauvaise alimentation et d'un manque d'assistance médicale. On ne compte plus ni les isolements forcés et prolongés des individus — qui empêchent toute communication — ni les cas de corruption et d'abus d'autorité. On a vérifié dernièrement des cas de tuberculose avec internement à l'hôpital-prison de Caxias.

Disposés, comme ils l'ont déclaré, au sacrifice de leur vie, les prisonniers réclament :

- la suppression des régimes discriminatoires, incompatibles avec la réforme pénale ;
- une enquête rigoureuse sur la commercialisation des produits alimentaires cultivés par les prisonniers, qui est gérée par la direction du pénitentier ;
- enquête en dehors de la direction générale, à propos des produits d'alimentation et du régime alimentaire des prisonniers ;
- droit à l'assistance médicale, aux articles d'hygiène et de propreté ;
- la défense de la dignité des familles qui les visitent, ainsi que la scolarisation pour les nombreux reclus analphabètes ;
- que soit autorisée la formation d'une association des reclus, avec un fonctionnement démocratique, comme prévu dans la Réforme pénale ;
- assistance sociale aux reclus nécessiteux.

D'après A Batalha n°105

Les causes de la régression sociale

La situation actuelle de l'Iran est étroitement liée à l'histoire du despotisme dans le pays.

RÉPONSES MARXISTES AUX CRITIQUES ANARCHISTES

De décembre 1906 à avril 1907, un marxiste géorgien (pardon, un social-démocrate, comme on disait en ce temps-là) répondit aux arguments et critiques anarchistes concernant le projet de société social-démocrate. Ces articles, parus dans les journaux *Akhali Droéba* (le Nouveau Temps, hebdomadaire syndical en langue géorgienne de Tiflis) et *Tchvéni Tskhoreba* (Notre Vie, quotidien bolchevik de Tiflis qui fut interdit après 13 numéros), voulaient combattre la propagande anarchiste menée par un groupe composé entre autres de V. Tcherkézichvili, Mikhalo Tséréli (Bâton) et Chalva Goguélia (Ch. G.).

Ceux-ci menaient campagne, en reprenant essentiellement les thèses de Kropotkine, contre les social-démocrates, au sein des syndicats existants et dans différents journaux, tels que *Nobati* (Appel, hebdomadaire anarchiste géorgien), *Moucha* (Ouvrier) et *Khma* (La Voix, quotidien des anarchistes géorgiens) (1).

Vous pouvez lire ci-dessous quelques extraits de la défense des positions marxistes. L'ensemble des articles est paru sous le titre *Anarchisme ou socialisme ?*, dans une traduction française datée de 1950 aux Editions en langues étrangères de Moscou.

J'allais oublier de vous livrer le nom de l'auteur de ce magnifique plaidoyer : J. Staline. Et lorsqu'on se remémore les activités ultérieures de ce personnage (dictature impitoyable, responsable de famines généralisées, assassinats, déportations en masse, procès truqués, purges, etc.), ces extraits prennent toute leur valeur et tout leur sel !

(...) La principale « accusation » des anarchistes, c'est qu'ils ne tiennent pas les social-démocrates pour des socialistes véritables. Vous n'êtes pas des socialistes, vous êtes des ennemis du socialisme, répètent-ils.

Voici ce qu'écrivit Kropotkine à ce sujet :

« ... Nous en arrivons à d'autres conclusions que la plupart des économistes... de l'école social-démocrate... Nous... allons jusqu'au communisme libre, alors que la plupart des socialistes (lisez : social-démocrates aussi. L'auteur) vont jusqu'au capitalisme d'Etat et au collectivisme. » (Voir Kropotkine, *La science moderne et l'anarchisme*, pp. 74-75.)

En quoi consistent donc le « capitalisme d'Etat » et le « collectivisme » des social-démocrates ?

Voici ce qu'écrivit Kropotkine à ce sujet :

« Les socialistes allemands affirment que toutes les richesses accumulées doivent être rassemblées dans les mains de l'Etat qui les distribuera aux associations ouvrières, organisera la production et l'échange et suivra de près la vie et le travail de la société. » (Voir Kropotkine, *Paroles d'un révolté*, p.64.)

Et plus loin :

« Dans leurs projets... les collectivistes commettent... une double erreur. Ils veulent supprimer le régime capitaliste, et ils gardent en même temps deux institutions qui sont la base de ce régime : le gouvernement représentatif et le travail salarié » (voir la *Conquête du pain*, p. 148)... « Le collectivisme, on le sait... conserve... le travail salarié. Seulement... le gouvernement représentatif... se met à la place du patron... » Les représentants de ce gouvernement « se réservent le droit d'employer dans l'intérêt de tous la plus-value tirée de la production. En outre, dans ce système on établit une distinction... entre le travail de l'ouvrier et celui de l'homme spécialisé : le travail du manœuvre, aux yeux du collectiviste, est un travail simple, tandis que l'artisan, l'ingénieur, le savant, etc., s'occupent de ce que Marx appelle un travail complexe, et ils ont

Telle est la première « accusation » de messieurs les anarchistes contre la social-démocratie.

Il résulte donc des raisonnements que font les anarchistes, que :

- Selon les social-démocrates la société socialiste est soi-disant impossible sans un gouvernement qui, en tant que patron principal, embauchera les ouvriers et aura absolument des « ministres... gendarmes, espions ».
- Dans la société socialiste, d'après les social-démocrates, ne sera soi-disant pas abolie la division en travail « dur » et en travail « facile » ; le principe « à chacun suivant ses besoins » y sera rejeté, et l'on en admettra un autre : « à chacun selon ses mérites ».

C'est sur ces deux points que repose l'« accusation » des anarchistes contre la social-démocratie.

P.B.

droit à un salaire supérieur » (id., p. 52). C'est ainsi que les ouvriers recevront les produits qui leur sont nécessaires, non suivant leurs besoins, mais « proportionnellement aux services rendus à la société » (id., p. 157).

C'est ce que les anarchistes géorgiens répètent, mais avec un plus grand aplomb. Monsieur Bâton surtout se signale par son acharnement. Il écrit :

« Qu'est-ce que le collectivisme des social-démocrates ? Le collectivisme, ou, plus exactement, le capitalisme d'Etat est fondé sur le principe suivant : chacun doit travailler autant qu'il le veut, ou autant que l'Etat le déterminera, en recevant à titre de récompense la valeur de son travail en marchandises... » Donc, ici « il faut une assemblée législative... il faut (également) un pouvoir exécutif, c'est-à-dire des ministres, toute sorte d'administrateurs, gendarmes et espions, peut-être aussi une armée, s'il y a trop de mécontents. » (Voir *Nobati* n°5, pp. 68-69.)



Staline et Lénine à la rédaction de la Pravda.

qués de Marx et d'Engels, mais ils mentent à bon escient.

Telle est la fortune de la première « accusation ».

La seconde « accusation » des anarchistes est qu'ils nient le caractère révolutionnaire de la social-démocratie. Vous n'êtes pas des révolutionnaires, vous niez la révolution violente, vous voulez instituer le socialisme uniquement à l'aide de bulletins de vote, nous disent messieurs les anarchistes.

Ecoutez :

« ... Les social-démocrates... aiment à disserter sur le thème « révolution », « lutte révolutionnaire », « lutter les armes à la main »... Mais si, dans la simplicité de votre cœur, vous leur demandez des armes, ils vous tendront solennellement un petit billet pour voter aux élections... » Ils assurent que « la seule tactique rationnelle qui convienne aux révolutionnaires, c'est le parlementarisme pacifique et légal, avec serment de fidélité au capitalisme, aux autorités établies et à l'ensemble du régime bourgeois existant. » (Voir le recueil *Pain et liberté*, pp. 21, 22-23.) (...)

Karl Marx et Friedrich Engels écrivirent dès la fin de 1847 :

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leur chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » (Voir le *Manifeste du Parti communiste*.)

(...) Ainsi pensent et agissent les social-démocrates.

Mais les anarchistes n'en répètent pas moins : ce qui intéresse Marx et Engels, ainsi que leurs disciples, ce sont uniquement les bulletins de vote, — ils n'admettent pas l'action révolutionnaire violente !

Cette « accusation », on le voit, est aussi un commérage, qui révèle l'ignorance des anarchistes quant à l'essence du marxisme.

Telle est la fortune de la seconde « accusation ».

La troisième « accusation » des anarchistes est qu'ils nient le caractère populaire de la social-démocratie et représentent les social-démocrates comme des bureaucrates ; ils soutiennent que le plan social-démocrate de la dictature du prolétariat est la mort pour la révolution, et comme les social-démocrates s'affirment pour une pareille dictature, ils veulent instaurer en fait non la dictature du prolétariat, mais leur propre dictature sur le prolétariat.

Ecoutez monsieur Kropotkine :

« Nous anarchistes, nous avons prononcé un verdict définitif contre la dictature... Nous savons que toute dictature, si honnêtes que soient ses intentions, mène à la mort de la révolution. Nous savons... que l'idée de la dictature n'est pas autre chose qu'un produit malfaisant du fétichisme gouvernemental,

qui... a toujours cherché à perpétuer l'esclavage. » (Voir Kropotkine, *Paroles d'un révolté*, p. 131.)

Les social-démocrates n'admettent pas seulement la dictature révolutionnaire ; ils sont « partisans de la dictature sur le prolétariat... Les ouvriers ne les intéressent que dans la mesure où ils forment une armée disciplinée entre leurs mains... La social-démocratie veut se servir du prolétariat pour prendre possession de la machine d'Etat. » (Voir *Pain et liberté*, pp. 62,63.)

(...) Telle est la troisième « accusation » de messieurs les anarchistes.

Point n'est besoin d'un gros effort pour démasquer cette nouvelle calomnie des anarchistes, visant à mystifier le lecteur.

Nous n'allons pas nous livrer ici à l'examen de la conception profondément erronée de Kropotkine, suivant laquelle toute dictature est la mort pour la révolution. Nous reviendrons là-dessus, lorsque nous analyserons la tactique des anarchistes. Pour l'instant, nous tenons à parler uniquement de cette « accusation ». (...)

Il est clair que la dictature est de deux sortes. Il y a la dictature de la minorité, dictature d'un petit groupe, dictature des Trépov et Ignatiev, dirigée contre le peuple. A la tête d'une pareille dictature se place habituellement une camarilla, qui prend des décisions secrètes et resserre le nœud coulant autour du cou de la majorité du peuple.

Les marxistes sont les ennemis d'une telle dictature, et ils la combattent avec beaucoup plus de ténacité et d'abnégation que nos brailleurs anarchistes.

Il y a une dictature d'un autre genre, celle de la majorité prolétarienne, la dictature de la masse ; elle est dirigée contre la bourgeoisie, contre la minorité. Ici, c'est la masse qui est à la tête de la dictature ; point de place ici pour la camarilla, ni pour les décisions secrètes. Tout ici se fait ouvertement, en pleine rue, aux meetings, et cela parce que c'est une dictature de la rue, de la masse, une dictature dirigée contre tous les oppresseurs.

Cette dictature les marxistes la soutiennent « des deux mains », et cela parce qu'une telle dictature marque le glorieux début de la grande révolution socialiste.

Messieurs les anarchistes ont confondu ces deux dictatures qui s'excluent mutuellement, et c'est la raison pour laquelle ils se trouvent dans une situation ridicule ; ils combattent non le marxisme, mais leur propre fantaisie ; ils sont aux prises, non avec Marx et Engels, mais avec des moulins à vent, comme le fit jadis, de bienheureuse mémoire, Don Quichotte...

Telle est la fortune de la troisième « accusation ».

J. Staline

(1) L'existence d'assez nombreux titres de journaux, marxistes ou anarchistes, s'explique par l'importante répression. Après interdiction d'un titre, les militants en créaient un autre.

L'ÉMISSION-« PIONNIER »

L'INVITÉ quotidien est la plus ancienne émission de Radio-Libertaire. Simplement parce qu'elle fut la première.

Pendant des semaines, tapis dans la cave qui nous tint lieu de premier local, elle fut tenue chaque jour, quatre heures entrecoupées d'une revue de presse (sévérement corrigée par nos soins). Ce 18 heures-22 heures représentait alors en tout et pour tout Radio-Libertaire.

Le 1^{er} septembre 1981, date historique de la première émission de Radio-Libertaire, à trois nous recevions Maurice Joyeux venu nous parler de la Grèce, d'où il arrivait, et de la situation de nos compagnons helléniques. Nous ne savions pas si nous étions écoutés...

« L'Invité quotidien » est demeuré et s'est aménagé une tranche horaire (20 heures-22 heures) calquée sur ses origines. Trois équipes aujourd'hui s'en occupent, sur trois jours de la semaine (mardi, mercredi et ven-

dredi). Le titre a cependant été conservé (sentimentalisme ?).

Il est à noter que cette émission, non spécialisée, nous laisse une liberté de manœuvre des plus appréciable. Jugez-en. Nos invités vont du comité de prostituées en lutte à Jean-François Kahn ; de Klaus Croissant à Roger Knobelpies ; de Leroy-Ladurie à Bernard Langlois (pour son magazine *Résistance* d'A.2), passant par le comité de refus du Code de la famille en Algérie, la résistance afghane, ou polonaise ; par Henri Noguères (la L.D.H. est reçue un vendredi sur deux), l'Union rationaliste (une fois par mois)... Et tous ces artistes, auteurs, qui nous sont chers. Caussimon, La-faille, Jacques Debronckart furent parmi les premiers.

Ces derniers temps, Amnesty International, les « nègres » dans l'écriture, la franc-maçonnerie (Léo Campion), la Commune de Paris (Gérard Conte), la Bible en argot, la Fondation pour la liberté de la pres-

se, la sorcellerie (interview d'un maître « luciférien » !), l'épopée makhnoviste (A. Skirda)... furent des thèmes traités par « L'Invité quotidien ».

Une émission qui, à plus de trois ans d'âge, s'essoufferait ? Perdu ! Après avoir reçu, un vendredi (le 6 juillet), le généticien Albert Jacquard, nous avons démarré le mercredi 17 de ce mois une série de quatre émissions (quatre fois deux heures) avec le biologiste Henri Laborit (les 17, 24, 31 octobre et le 7 novembre).

Un seul regret : ne pouvant citer tous les noms de ces quelque deux cents « Invités quotidiens », depuis le 1^{er} septembre 1981, pour ce qui nous concerne, équipe du mercredi.

Longue vie à la Voix sans maître !

Pour les équipes de « L'Invité quotidien » Gérard Caramaro

* « L'Invité quotidien », tous les mardis, mercredis et vendredis, de 20 heures à 22 heures.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 18 octobre :
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : le Nicaragua.
« De bouche à orteil » (14 h à 16 h) : avec Antoine Candelas et Malek.

• Vendredi 19 octobre :
« La bourse et la vie » (10 h à 12 h) : la voiture d'occasion avec l'A.F.O.C.

• Samedi 20 octobre :
« Mon quartier, mon village » (9 h à 11 h) : la tête et les mains : le compagnonnage.

• Dimanche 21 octobre :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : émission anti-cléricale avec R. Dalliau, le point de vue rationaliste.
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : Jack Treese, guitariste-banjoïste américain.
« Trisomie 21 » (20 h à 24 h) : Interview de « Rubella ballet », groupe anarcho-rock anglais et news rock.

• Lundi 22 octobre :
« Radio-Libertaria » (20 h à 23 h) : cinquantenaire de la révolution des Asturies.

• Mardi 23 octobre :
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : invité : Mustapha, éducateur.

• Mercredi 24 octobre :
« By Jove » (12 h à 14 h) : le magazine de la B.D. avec Loisel et Letendre, invités.
« Allo maman bobo » (19 à 20 h) : émission médicale : les méthodes globales (ostéopathie, méziérisme, shiatzu, réflexologie, etc.).
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Henri Laborit, ce soir : « La Nouvelle Grille ».

TABLE RONDE AVEC ALAIN SCOFF

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (métro : République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire), organise le samedi 27 octobre à partir de 16 h, une table ronde avec Alain Scoff à propos de son dernier livre : *Un nommé Durand*.

Tout comme son ouvrage *Le Pantalon* relatant, à travers

l'histoire d'un soldat de la Première Guerre mondiale, la tragédie des fusillés pour l'exemple, dans son livre *Un nommé Durand*, Alain Scoff se penche sur l'histoire syndicale du Havre et du scandale que provoqua le procès de Jules Durand, secrétaire du syndicat C.G.T. des charbonniers.

Les administrateurs

Soutenez Le Monde Libertaire
Souscrivez

« CORNEILLE, MOI J'AIME »

De Ivan Morane et Sylvie Ollivier

TROIS pièces montées successivement : *Agésilas*, *Tite et Bérénice*, *Horace*, ont permis à Ivan Morane d'aller à l'encontre de celui qu'il ressent comme un « marginal » : Corneille.

Ivan Morane nous propose, depuis début octobre, au Grand Théâtre de la Cité internationale, un *Corneille, moi j'aime* écrit en collaboration avec Sylvie Ollivier dont on n'a pas oublié *L'Echo du silence*.

Créée en janvier 84, à l'Espace Duchamp-Villon à Rouen, cette « grande fresque imaginaire d'un destin oublié » est d'abord une immense fête. Une troupe de comédiens, dans les loges d'un théâtre de province. Ils viennent d'achever « *Cinna* (dans tous les sens du terme) et se querellent avec le metteur en scène. De cette querelle va naître le spectacle :

la vie de Corneille telle qu'elle aurait pu être, telle qu'elle a peut-être été. Dix comédiens d'aujourd'hui, deux heures pour quatre-vingt-dix personnages et tous les codes de jeu. Sur la scène, trois espaces : l'espace principal et de part et d'autre, surélevés : le bureau de Rouen, côté jardin, et l'espace du pouvoir, côté cour. Richelieu, Mazarin, Molière, Racine, etc., et en fil continu, celui dont on fête cette année le tricentenaire de la mort : le grand Corneille.

Festival de bonheur. Celui que les comédiens ressentent visiblement à jouer et à se jouer des personnages ; bonheur de se divertir enfin au théâtre, de sortir au bout de ces deux heures la tête emplie d'images, de lumières, de textes, de musique. Avec, ce qui me semble important, l'envie intense d'en

savoir un peu plus sur le « bonhomme Corneille ».

En parfaite symbiose avec le jeu des acteurs, l'Ensemble orchestral de Haute Normandie sous la direction de Jean-Pierre Berlingen interprète des morceaux choisis de Rameau, Haendel, Scarlatti, etc. Il faudrait citer tous les comédiens et tous ceux qui ont permis à ce spectacle d'exister, mais ce serait trop long. Alors, oubliez ce que le lycée a pu laisser comme trace de Corneille dans votre esprit et courez à la Cité internationale voir *Corneille, moi j'aime* (1).

Jocelyne Fonlupt

(1) Jusqu'au 1^{er} décembre, à 20 h 30, relâche dimanche, lundi et mardi, au Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 21, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

PROMOTION EXCEPTIONNELLE

JUSQU'à la fin du mois de janvier 1985, les Editions du Monde libertaire vous proposent à prix réduits les livres dont elles disposent en stock actuellement :

- Maurice Laisant : *La pilule ou la bombe* ;
- Pierre Kropotkine : *La conquête du pain* ;
- Maurice Joyeux : *L'Anarchie et la société moderne* ;
- P.-J. Proudhon : *De la capacité politique des classes ouvrières* (tomes 1 et 2).

Les 5 volumes : 130 F
Les 4 volumes : 110 F
Les 3 volumes : 90 F
Les 2 volumes : 65 F
Le volume : 35 F

Vous pouvez acheter ces livres à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

En profitant de ces « affaires », vous aiderez les Editions du Monde libertaire à éditer plus rapidement de nouveaux titres et donc également à diffuser encore et toujours plus l'anarchisme.



FONCTION PUBLIQUE LE 25 OCTOBRE... ET APRÈS ?

DANS les négociations salariales de la fonction publique, le gouvernement aura au moins marqué un point : depuis qu'il affirme vouloir parler le « langage de la vérité », il a renoncé aux faux-fuyants... et aux négociations. Les fonctionnaires auront donc 2% d'augmentation au 1^{er} novembre et ce sera tout pour 1984 ! En agissant ainsi, Le Garrec savait qu'il mécontenterait tout le monde et a bien pris la précaution d'annoncer la couleur : mobilisation ou pas, grève ou pas, il n'y aura rien de plus.

Alors, est-ce la guerre ouverte entre le gouvernement et les fonctionnaires dont chacun sait qu'ils ont largement contribué à la victoire électorale de la gauche en 81 ? Une chose est de rallier l'unanimité des organisations syndicales, une autre est de voir se réaliser une unité syndicale sur un projet clair.

Il est évident que si certains syndicats cherchent plus ou moins ouvertement à utiliser le mécontentement pour déstabiliser le pouvoir, comme la C.G.C. ou la C.F.T.C., il n'est pas question d'une telle stratégie pour la C.G.T., la C.F.D.T. ou la F.E.N. Et même parmi ceux-ci qui sont nettement attachés au pouvoir de la gauche, les divergences restent nombreuses, comme en témoignent les revendications pour la grande journée d'action annoncée pour le 25 octobre. La F.E.N. et F.O. réclament le maintien du pouvoir d'achat pour tous les salariés, tandis que la C.G.T. y ajoute

des mesures supplémentaires pour les bas salaires et que la C.F.D.T. se contenterait d'une amélioration du pouvoir d'achat pour les salaires inférieurs à 7 300 F.

Aussi, ce n'est pas franchement d'unité qu'il faut parler en l'occurrence, mais de « convergence d'action ». Chaque confédération est intimement persuadée qu'elle est incapable de réussir seule une forte mobilisation et se résout pour cette raison à faire converger ses mots d'ordre avec ceux de ses adversaires syndicaux. L'échec relatif des grèves du 16 février et du 8 mars derniers dans la fonction publique invite en effet à réfléchir et à se demander si la grogne qui s'exprime toujours spontanément chez les salariés peut les mener jusqu'à une grève massive.

Une chose est certaine, les confédérations syndicales ne peuvent se permettre un échec le 25 octobre, d'autant plus que chacune sait que même une grève massive ce jour-là ne sera pas suffisante pour faire plier le pouvoir et que ce ne sera qu'un ballon d'essai pour toutes les troupes et préparer d'autres offensives.

Le moins que l'on puisse dire est que les syndicats s'y prennent bien mal pour réussir leur grève. Les salariés seront d'autant moins enclins à suivre les mots d'ordre de grève que ceux-ci ne paraîtront pas clairs, obscurcis par la cacophonie des discours syndicaux. Que peut-on espérer de ceux qui annon-

cent leur intention de mener une mobilisation ensemble et qui ne sont même pas capables de se rencontrer pour se mettre d'accord sur un minimum de programme revendicatif ? Organiser un front des mécontents ne peut suffire et il est à craindre que beaucoup de salariés feront la sourde oreille.

Mais comment contraindre à s'entendre des organisations qui passant le plus clair de leur temps en polémiques inter-syndicales, sur fond de divergences politiques, au lieu de consacrer toutes leurs forces à la lutte contre le patronat et le gouvernement, fonction première du syndicalisme ? Les relations entre la C.G.T. et F.O. peuvent difficilement dépasser le stade du contact téléphonique, et la guerre ouverte entre F.O. et la F.E.N. empêche cette dernière de jouer les bons offices comme naguère.

Quant à la C.F.D.T., son attitude dans cette affaire se limite à faire bon visage en évitant d'étaler ses divergences internes. L'absence de mot d'ordre central de grève rend leur liberté aux quatre fédérations (santé, équipement, P.T.T., finances) qui avaient choisi la grève le 8 mars contre l'avis de la confédération.

On ne sait même pas si la grève du 25 octobre sera accompagnée d'une manifestation unitaire. Alors pour la suite des événements, c'est aux salariés de prendre leurs affaires en main, dans leurs syndicats respectifs, pour pousser à la roue !

A.S.



IL Y A DIX ANS...

LE 7 décembre 1973, les éboueurs de Paris se mettaient en grève, à l'initiative de la C.G.T., pour protester contre leurs bas salaires et leurs conditions de travail particulièrement insalubres. Les grévistes demandaient entre autres des vêtements de cuir dont jusqu'ici seuls les travailleurs français bénéficiaient.

De main d'œuvre corvéable à merci, les immigrés devenaient partie intégrante au mouvement ouvrier français. Que ce soit au cours des grèves aux usines Penarroya de Saint-Denis et de Lyon où les ouvriers en majorité d'Afrique du Nord firent grève un mois (février-mars 1972) pour des conditions de travail plus décentes ou pendant la grève des éboueurs, les choses changeaient.

C'est début 72, qu'une loi avait été adoptée concernant « l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel ». Les travailleurs immigrés pouvaient jusqu'ici voter aux élections des délégués du personnel mais n'étaient pas éligibles.

Si leurs droits au sein du mouvement ouvrier français étaient reconnus, en matière de logement lorsqu'on parlait, dans les années 70, d'immigration, on pensait bidonvilles. En 1972, on comptait, dans 15 arrondissements de Paris, plus de 160 taudis et foyers insalubres. Dans les foyers-taudis, les grèves des loyers rejoignaient les grèves pour de meilleures conditions de travail.

Tout cela, c'était sous un gouvernement de droite... Plus de 10 ans après, la gauche au pouvoir gère la crise en « respectant » les lois du marché. « Ils ont pressé le citron et veulent jeter la peau ! »

J.-P. G.

IMMIGRÉS ET CAPITALISME

SOUS Giscard, on savait qu'on ne pouvait pas faire une politique de gauche avec des hommes de droite. Avec Mitterrand, on sait maintenant qu'on peut faire une politique de droite avec des hommes de gauche. *Le Monde libertaire* a maintes fois eu l'occasion de dénoncer cette mystification qui consiste à faire du socialisme en gérant l'économie capitaliste.

Les fanatiques lecteurs des débats parlementaires au *Journal officiel* auront pu constater, les quelques mois qui ont suivi la victoire de la gauche aux législatives, quelle hargne les socialistes mettaient à nationaliser à tire-larigot — une véritable frénésie. Pour un peu, on aurait eu l'impression qu'ils réglèrent des comptes plutôt qu'ils ne mettaient en application une politique.

Puis est venue la deuxième période : on s'est aperçu que les entreprises nationalisées coûtaient plus cher qu'elles ne rapportaient et que des sommes colossales étaient nécessaires pour les renflouer. Les grosses têtes de gauche surdiplômées qui piaffaient d'impudence de faire les preuves de leurs capacités de gestionnaires ont fait chou blanc. Il y a parfois des pesanteurs...

Alors, on a inventé autre chose. On s'est dit : les gros machins c'est pas bon, on va promouvoir le petit. En d'autres termes, l'industrie lourde, on liquide et vive la petite et moyenne entreprise créatrice d'emplois. Présentée comme solution au chômage à l'époque où les sidérurgistes manifestaient dans la rue, cette politique avait de quoi faire rire — du moins ceux qui n'étaient pas encore au chômage.

Comme malgré tout, ce ne sont pas les P.M.E. fabriquant des lacets de baskets qui vont équilibrer la balance des paiements, le coup du « small is beautiful » n'aura duré qu'un temps (le temps qu'on oublie les sidérurgistes). Du coup, il fallait trouver autre chose. On se souvient de Jacques Delors trépidant de joie parce que les financiers de Wall Street avaient déclaré qu'il était sur la bonne voie. Mitterrand, lui, est allé chercher son inspiration directement auprès de Reagan, lors de son séjour aux Etats-Unis.

Il est revenu avec plein d'excellentes idées sur le libéralisme, les vertus de l'économie libérale, la concurrence, le marché et tout ça... La boucle étant bouclée, on se serait cru revenu au temps de Giscard.

Aujourd'hui, c'est l'austérité qu'on nous sert ; l'austérité de gauche qui ressemble comme une sœur jumelle à celle de droite, sans perspective que ça change quoi que ce soit. Le seul élément positif peut-être — et encore c'est une piètre consolation —, c'est qu'après trois années de tâtonnements, d'inconséquences et de revirements, les militants socialistes sont désormais mal venus de reprocher aux anarchistes de ne pas avoir les pieds sur terre. Qui sont les rêveurs ?

Il sera dit que la gauche française aura toujours un train de retard dans sa tentative de jouer à la droite. Au lieu d'appliquer une politique qui s'appuierait sur la mobilisation des travailleurs, la gauche, à chaque grain de sable dans les rouages, se laisse pousser au gré des circonstances et donne un coup de volant à droite.



Le Pen fait un tabac aux élections ? Le racisme retient l'oreille des masses ? Eh bien, le socialisme fera dans l'anti-immigré avec les mesures récemment prises pour empêcher les regroupements familiaux. L'occasion est trop belle de se trouver un bouc émissaire qui a fait ses preuves, tout en donnant à bon compte l'impression qu'on veut réduire le chômage.

Manque de pot, le *Wall Street Journal* vient de publier une étude où il développe l'idée que la liberté de l'immigration est une condition indispensable au développement économique. Autrement dit, la richesse d'une nation dépend du travail des hommes, dit encore le *Wall Street Journal* : « Les gouvernements européens payent leurs immigrés pour qu'ils s'en aillent (...) comme si les hommes devaient, dans le bilan économique, être portés au passif et non à l'actif... » Or ce journal est l'expression la plus affirmée des conservateurs américains et de la finance internationale.

Il est vrai que cette thèse est assortie d'un certain nombre de conditions :

- suppression des allocations aux chômeurs ;
- réduction des impôts et prélèvements qui accablent les riches ;
- suppression du salaire minimum.

Dans leur quête de modèle, il y a fort à parier que les socialistes tireront profit dans les prochains mois de la lecture du *Wall Street Journal*. On dit que la droite française est la plus bête du monde. La gauche aussi commence furieusement à lui ressembler.

Raoul Boullard